



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 JUILLET 1947

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 12th, 1947

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

déjà pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
17227 — 1-52

## Lettres patentes

Alex. Faucher Limitée  
Alex. Faucher Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1947, constituant en corporation: Alexandre Faucher, Fernand Faucher et René Faucher, manufacturiers, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le trafic des fourrures, manteaux et vêtements en fourrures, ou en tout autre matériel, sous le nom de "Alex. Faucher Limitée—Alex. Faucher Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 1272 Est, rue Sainte-Catherine, Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19714-0 L. DÉSILETS.

## Letters Patent

Alex. Faucher Limitée  
Alex. Faucher Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1947, incorporating: Alexandre Faucher, Fernand Faucher and René Faucher, manufacturers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with furs, coats and wearing apparel made of fur or of any other material, under the name of "Alex. Faucher Limited—Alex. Faucher Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 1272 Saint Catherine Street East, Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19714 Deputy Attorney General.

**Canada Concrete Products, Incorporated**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juin 1947, constituant en corporation: Gérard Miron, Adrien Miron, Raymond Miron, Arthur Miron et Vincent Miron, tous entrepreneurs en excavation, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands et travailleurs de blocs de ciment et de leurs sous-produits et de la brique, pierre artificielle et autres articles composés en tout ou en partie de ciment ou les sous-produits d'iceux;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et manufacturiers et marchands de chaux, mortier, béton et matériaux de construction, sous le nom de "Canada Concrete Products, Incorporated", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune. La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 170 rue Jarry, Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19715 L. DÉSILETS.

**Canada Concrete Products, Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1947, incorporating: Gérard Miron, Adrien Miron, Raymond Miron, Arthur Miron et Vincent Miron, all excavation contractors, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers and workers in blocks of cement and of the by-products thereof, and bricks, artificial stone, and other articles composed in whole or in part of cement, or the by-products of the same;

To carry on the business of general contractors and manufacturers of and dealers in lime, mortar, concrete and building materials, under the name of "Canada Concrete Products, Incorporated", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each. The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$75,000, divided into 750 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at 170 Jarry Street, Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19715-o Deputy Attorney General.

**C and H Importing Co. Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juin 1947, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, et Moses Silverstone, commis, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer exporter et manufacturer en gros et en détail de la machinerie et des moteurs pour fins industrielles; des accessoires commerciaux pour magasins et restaurants; toutes choses faites en cuir, bois, métaux, plastiques; toutes sortes d'instruments de musique et d'articles de sport;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et commerçants en gros de fourrures, vêtements, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs et tissus textiles de toutes sortes, sous le nom de "C and H Importing Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19716 L. DÉSILETS.

**C and H Importing Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1947, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, and Moses Silverstone, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, import, export and manufacture wholesale and retail of machinery and motors for industrial purposes; commercial equipment for stores and restaurants; all things made of leather, wood, metals, plastics; all kinds of musical instruments, sporting goods;

To carry on business as importers, exporters, manufacturers, wholesale merchants and dealers in furs, clothing, dry goods, tailors' trimmings and textile fabrics of all kinds, under the name of "C and H Importing Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19716-o Deputy Attorney General.

**Coret Accessories Inc.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juin 1947, constituant en corporation: Eidel Fineberg, administrateur, June Kirlin et Celia Cohen, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers à commission, agents de manufacturiers, acheteurs d'importa-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1947, incorporating: Eidel Fineberg, executive, June Kirlin and Celia Cohen, stenographers, spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of commission brokers, manufacturers' agents, export and import

tion et d'exportation et marchands de toutes sortes de sacs, accessoires pour sacs, habits, produits textiles, marchandises sèches, vêtements et accessoires, fourrures, cuir, peaux, nouveautés et tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc, sous le nom de "Coret Accessories Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions, dont 200 seront des actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et le reste sera composé de 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19717 L. DÉSILETS.

**Diana Shoe Company Limited**  
**Chaussure Diana Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1947, constituant en corporation: Théo Legault, jr., notaire, Roland Beaudin, comptable agréé, et Paula Gougeon, sténographe, célibataire majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, d'importateurs, d'exportateurs et marchands de toutes les formes de chaussures de cuir, de caoutchouc, et de tous accessoires ou articles nécessaires ou utiles, sous le nom de "Diana Shoe Company Limited — Chaussure Diana Compagnie Limitée", avec un capital de \$45,000, divisé en 4,500 actions de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19718-o L. DÉSILETS.

**Diemakers Limited**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juin 1947, constituant en corporation: Louis Krause, vendeur, Morris Weiner et George Weiner, marchands, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce comme négociants en gros et en détail, manufacturiers, importateurs et exportateurs et, en général, faire le commerce de toutes sortes de moteurs, engins, machines, instruments, outillage, outils, appareils, accessoires et appliques électriques et mécaniques, et les pièces se rapportant aux précédents, jouets et articles de sport;

Exercer, en général, le commerce de machinistes, fabricants de matrices, fabricants d'outils et celui qui consiste à construire, réparer et installer toutes sortes de machinerie et outillage, sous le nom de "Diemakers Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19719 L. DÉSILETS.

buyers and dealers of all kinds of handbags, handbag accessories, clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, furs, leather, hides, novelties and all articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Coret Accessories Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares, of which 200 shall be preferred shares having a par value of \$100, each, and the balance shall be 200 common shares having a par value of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19717-o Deputy Attorney General.

**Diana Shoe Company Limited**  
**Chaussure Diana Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1947, incorporating: Théo Legault, jr., notary, Roland Beaudin, chartered accountant, and Paula Gougeon, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, importers, exporters of and dealers in all kinds of leather and rubber footwear, and all necessary or useful accessories or articles, under the name of "Diana Shoe Company Limited — Chaussure Diana Compagnie Limitée", with a capital stock of \$45,000 divided into 4,500 shares of \$10 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19718 Deputy Attorney General.

**Diemakers Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1947, incorporating: Louis Krause, salesman, Morris Weiner and George Weiner, merchants, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and do business as wholesale and retail jobbers, manufacturers, importers and exporters and generally deal in all kinds of motors, engines, machines, implements, equipment, utensils, electrical and mechanical appliances, accessories and attachments, and parts to the above, toys and sporting goods;

To carry on in general the business of machinists; die makers, tool makers, the building, repairing and installations of all kinds of machinery and equipment, under the name of "Diemakers Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19719-o Deputy Attorney General.

**Édifice St-Jean Inc.**

**Édifice St-Jean Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1947, constituant en corporation: Robert Blatter, décorateur, René Simard, marchand, et Jacques Galipeault, avocat, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1947, incorporating: Robert Blatter, decorator, René Simard, merchant, and Jacques Galipeault, advocate, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

Acheter ou autrement acquérir, posséder, administrer, exploiter, louer et donner à bail, en tout ou en partie, l'immeuble consistant en un terrain situé en la cité de Québec, à l'encoignure nord-est des rues St-Jean et des Glacis, sous le nom de "Édifice St-Jean Inc.", avec un capital \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

To buy or otherwise acquire, own, manage, operate, lease and give on lease, in whole or in part, the immovable consisting of a lot of land situate in the city of Quebec, at the northeast corner of St. John Street and des Glacis, under the name of "Édifice St-Jean Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of a par value of \$10 each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt.

The number of shareholders of the company is limited at twenty.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19720-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,  
19720 Deputy Attorney General.

**Kiwanis Club of St. George, Montreal, Inc.**

**Kiwanis Club of St. George, Montreal, Inc.**

Avis, est par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juin, 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Archibald M. Petrie, comptable de la cité de Westmount, Pierre Lanctôt, courtier d'assurances, Frank D. Lindsay, officier de fiducie, tous deux de la cité de Montréal, Ernest W. Alexander, gérant de banque, de ville Mont-Royal, et Joseph-Laurent Desjardins, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1947, incorporating without share capital: Archibald M. Petrie, accountant, of the city of Westmount, Pierre Lanctôt, insurance broker, Frank D. Lindsay, trust officer, both of the city of Montreal, Ernest W. Alexander, bank manager, of the town of Mount Royal, and Joseph-Laurent Desjardins, notary, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

Fournir, par l'intermédiaire de clubs Kiwanis, des moyens pratiques qui ont pour but d'entretenir des amitiés stables, pratiquer l'altruisme et édifier une meilleure société, sous le nom de "Kiwanis Club of St. George, Montreal, Inc."

To provide through Kiwanis Clubs, a practical means to form enduring friendships, to render altruistic service, and to build better communities, under the name of "Kiwanis Club of St. George, Montreal, Inc."

Les pouvoirs demandés par les présentes n'autoriseront pas l'obtention ou l'exploitation d'un permis de club ou de tout autre permis de la Commission des liqueurs de Québec ni ne seront interprétés comme permettant les jeux d'argent ou les jeux de hasard.

The powers, hereby requested, will not authorize the obtaining or operation of a club licence, or any other licence from the Quebec Liquor Commission, nor shall be interpreted as permitting gambling games or games of chance.

Le montant auquel est limitée la valeur du revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

The amount to which the value of the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited is, \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

The head office of the Corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19721 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,  
19721-o Deputy Attorney General.

**La Compagnie de Transport Pierrefonds  
Transport Company Limitée — Limited**

**La Compagnie de Transport Pierrefonds  
Transport Company Limitée — Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1947, constituant en corporation: Bernard Tailleur, comptable, Irène Martin, sténographe, tous deux de la cité de Verdun, Jean L'Ecuyer, commis, Gisèle Lambert et Annette Lapierre, sténographes, ces trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1947, incorporating: Bernard Tailleur, accountant, Irène Martin, stenographer, both of the city of Verdun, Jean L'Ecuyer, clerk, Gisèle Lambert and Annette Lapierre, stenographers, these three latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal for the following purposes:

Acquérir comme un seul tout (as a going concern) l'entreprise de transport actuellement exploitée par M. René Dussault;

Exploiter une entreprise de transport routier et exercer le commerce de taxis;

Manufacturer, acheter, vendre, en gros ou en détail, importer, exporter, échanger et faire le commerce en général de véhicules moteurs de toutes sortes, ainsi que tous accessoires et instruments se rapportant à ou pouvant être utilisés par rapport à ce commerce;

Exercer le commerce de garagiste, poste de ravitaillement d'essence, atelier de réparations et de constructions mécaniques, sous le nom de "La Compagnie de Transport Pierrefonds Transport Company Limitée — Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune; et le montant avec lequel la compagnie pourra commencer ses opérations sera de \$17,500.

Le siège social de la compagnie sera à Roxboro, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1947.

L'Assistant-procureur général,

19722-0

L. DÉSILETS.

To acquire as a going concern the transportation business actually operated by Mr. René Dussault;

To operate a highway transport business and that of taxis;

To manufacture, buy, sell, wholesale and retail, import, export, exchange and deal generally in motor vehicles of all kinds, as well as in accessories and instruments connected therewith or which may be useful in connection with the said business;

To carry on the business of garage keeper, and that of a refuelling station, repair shop and machine works, under the name of "La Compagnie de Transport Pierrefonds Transport Company Limitée — Limited".

The capital stock of the company is divided into 1,000 common shares having no par or nominal value and into 5,000 preferred shares having a par value of \$25 each; and the amount with which the company may commence its operations will be \$17,500.

The head office of the company will be at Roxboro, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

#### Laurentian Fur Novelties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douze juin 1947, constituant en corporation: Roméo Lemieux, commis-voyageur, de Sainte-Rose, comté de Laval, Dame Marie-Louise Payette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Hubert Lemieux, employé civil, et dûment autorisée par lui, de Montréal, et Lionel Lemieux, fourreur, de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, tous pour les objets suivants:

Exercer généralement le négoce et commerce de fabricants, importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et négociants en gros et en détail, d'articles de sport garnis de fourrure et, en général, exercer une des industries ou toutes les industries de costumiers, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et marchands en gros et détail de coton et étoffes de toutes sortes, pelleteries et garnitures d'habits, sous le nom de "Laurentian Fur Novelties Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1947.

L'Assistant-procureur général,

19723-0

L. DÉSILETS.

#### Laurentian Fur Novelties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of June, 1947, incorporating: Roméo Lemieux, commercial traveller, of Sainte-Rose, county of Laval, Dame Marie-Louise Payette, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Hubert Lemieux, civil servant, and duly authorized by him, of Montreal, and Lionel Lemieux, furrier, of Sainte-Adèle, county of Terrebonne, all for the following purposes:

To carry on generally the trade and business of manufacturers, importers, exporters and manufacturers of, wholesale and retail merchants and dealers in fur-trimmed sportswear and, in general, carry on one of the industries or all industries of costumiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, hatters, gloves, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and cloth of all kinds, pelts and tailors' trimmings, under the name of "Laurentian Fur Novelties Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

#### Le Foyer des Jeunes, (Ltée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1947, constituant en corporation: Amédée Tremblay, papetier, Rolande Simard Tremblay, épouse séparée de biens par contrat de mariage dudit Amédée Tremblay, et Marie-Luce Hudon Simard, veuve de J. Simard, tous de Ba-

#### Le Foyer des Jeunes, (Ltée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1947, incorporating: Amédée Tremblay, papermaker, Rolande Simard Tremblay, wife separate as to property by marriage contract of said Amédée Tremblay, and Marie-Luce Hudon Simard, widow of J. Simard, all of Bagotville,

gotville, district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et tous articles nécessaires ou utiles aux enfants, de chaussures pour hommes, femmes et enfants, le commerce de fourrures ou garnitures de fourrures ou accessoires, et celui de quincaillerie, articles de sport, et articles d'artisanat, sous le nom de "Le Foyer des Jeunes, (Ltée)", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bagotville, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19724-o L. DÉSILETS.

**Les Compositeurs Acme Trade Compositors Inc**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1947, constituant en corporation: Napoléon Marcoux, industriel, Louis-Napoléon Marcoux, gérant, et Charles-Eugène Frenette, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le commerce ou l'industrie de typographie commerciale, d'imprimeurs commerciaux, éditeurs, éditeurs de journaux, lithographes, graveurs, relieurs, libraires-éditeurs, libraires, couleurs de lettres, publicistes, agent d'annonces ou tous genres d'affaires similaires;

Spécialement acheter, en tout ou en partie, le commerce et l'industrie, de "Les Compositeurs Acme Trade Compositors" ayant son établissement commercial à Montréal et/ou de Napoléon Marcoux, demeurant à Montréal.

Le nom de la présente compagnie est "Les Compositeurs Acme Trade Compositors Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4370, r.ue d'Iberville, Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19725-o L. DÉSILETS.

**Les Cuirs Mauricien Limitée  
The Mauricien Leather Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1947, constituant en corporation: Albany Beauvillier, sellier, Émile Beauvillier, commis, tous deux de Saint-Stanislas, district des Trois-Rivières, et Auguste-Enoch St-Laurent, comptable, des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de corroyage et de tannage pour la préparation des peaux et des fourrures de toutes espèces. De transformer des peaux et des fourrures en marchandises et en articles de toutes variétés, sous le nom de "Les Cuirs Mauricien Limitée — The Mauricien Leather Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Stanislas, district des Trois-Rivières.

district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and any articles required by or useful for children, men's, women's and children's footwear, deal in furs, fur trimmings or accessories, and hardware, sporting goods and handicraft, under the name of "Le Foyer des Jeunes (Ltée)", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Bagotville, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19724 Deputy Attorney General.

**Les Compositeurs Acme Trade Compositors Inc**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1947, incorporating: Napoléon Marcoux, manufacturer, Louis-Napoléon Marcoux, manager, and Charles-Eugène Frenette, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business or trade of commercial typographers, commercial printers, editors, newspaper editors, lithographers, engravers, binders, publishers, stationers, type founders, publicists, advertising agents or any other similar business;

In particular to purchase, in whole or in part, the business and industry of "Les Compositeurs Acme Trade Compositors" having its commercial establishment at Montreal and/or of Napoléon Marcoux, residing in Montreal;

The name of the present company to be "Les Compositeurs Acme Trade Compositors Inc."

The amount of capital stock of the company is \$75,000 divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4370 Iberville Street, Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19725 Deputy Attorney General.

**Les Cuirs Mauricien Limitée  
The Mauricien Leather Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1947, incorporating: Albany Beauvillier, saddler, Emile Beauvillier, clerk, both of Saint-Stanislas, district of Trois-Rivières, and Auguste-Enoch St-Laurent, accountant, of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the currying and tanning trade for the preparation of skins and furs of all kinds. To transform leather and furs into merchandise and into articles of all types, under the name of "Les Cuirs Mauricien Limitée — The Mauricien Leather Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 200 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Stanislas, district of Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19726-o L. DÉSILETS.

**Montreal Industries & Enterprises Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1947, constituant en corporation: Clovis Dagenais, avocat, Lucienne Gagnon, comptable, et Flore-Annette Poirier, sténographe, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en rapport avec la construction, la réfection ou la réparation de tous ouvrages, travaux et bâtiments desservant des intérêts publics ou privés, sous le nom de "Montreal Industries & Enterprises Limited", avec un capital de \$39,900, divisé en 399 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19727-o L. DÉSILETS.

**Quebec Ligneris Gold Mines Limited  
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze juin 1947, constituant en corporation: Aymé La Fontaine, procureur, conseil en loi du Roi, Charlotte Loiselle, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Clarence G. Quinlan, procureur, de la cité de Mont-Royal, George-A. Roy, procureur, de la cité de Westmount, et André Gadbois, étudiant, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Quebec Ligneris Gold Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du-prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19728 L. DÉSILETS.

**The Cowex Enterprises Co. Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19726 Deputy Attorney General.

**Montreal Industries & Enterprises Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fourteenth day of June, 1947, incorporating: Clovis Dagenais, advocate, Lucienne Gagnon, accountant, and Flore-Annette Poirier, stenographer, both spinsters and in use of their rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in connection with the building, remaking or repairing of any works, undertakings and buildings of public or private nature, under the name of "Montreal Industries & Enterprises Limited", with a capital stock of \$39,900, divided into 399 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19727 Deputy Attorney General.

**Quebec Ligneris Gold Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twelfth day of June, 1947, incorporating: Aymé La Fontaine, barrister, King's Counsel, Charlotte Loiselle, secretary, spinster, both of the City of Montreal, Clarence G. Quinlan, barrister, of the City of Mont-Royal, George-A. Roy, barrister, of the City of Westmount, and André Gadbois, student, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Quebec Ligneris Gold Mines Limited (No personal liability)", with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19728-o Deputy Attorney General.

**The Cowex Enterprises Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze juin 1947, constituant en corporation: Maurice Boisvert, C. R., Gérard Corriveau, avocats, et Rita Dion, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de pêcheries, comprenant, entre autres choses, les opérations, qui consistent à attraper, prendre, traiter, saller fumer, sécher, mettre en conserve, mettre en boîtes, emballer, mettre sur le marché, acheter, vendre, expédier, importer et exporter et autrement faire le commerce, soit en gros ou en détail, d'aucune et toutes sortes de poissons et crustacés de la mer, des lacs et des rivières, sous le nom de "The Cowex Enterprises Co. Ltd."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

La partie du capital qui sera émise comme actions privilégiées est de \$1,500 divisé en 1,500 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19729 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1947, incorporating: Maurice Boisvert, K. C., Gérard Corriveau, advocates, and Rita Dion, stenographer, spinster of lawful age, all of the City and District of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general fishing business including amongst other things the catching, taking, curing, salting, smoking, drying, preserving, canning, packing, marketing, buying, selling, shipping, importing and exporting of and otherwise dealing, in, either by wholesale or retail, all and every kind of sea, lake and river fish and crustaceans, under the name of "The Cowex Enterprises Co. Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The part of the capital to be issued as preferred shares is \$1,500 divided into 1,500 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,  
19729-o Deputy Attorney General.

**United Tailors and Cleaners Association of Montreal**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Max Adelman, René Savard, George Nelson, Samuel D. Spunt, Issie Cassach, tous de la cité de Montréal, et David Peletz, Alex Albert, de la cité d'Outremont, tous tailleurs, du district de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir parmi ses membres l'approbation plus répandue de systèmes de service, de commerce et de méthodes d'affaires appropriés et désirables, sous le nom de "United Tailors and Cleaners Association of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur du revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1947.

L'Assistant-procureur général,  
19730 L. DÉSILETS.

**United Tailors and Cleaners Association of Montreal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1947, incorporating without share capital: Max Adelman, René Savard, George Nelson, Samuel D. Spunt, Issie Cassach, all of the City of Montreal, and David Peletz, Alex Albert, of the City of Outremont, all tailors, in the District of Montreal, for the following purposes:

To encourage and promote amongst its members the more general acceptance of proper and desirable systems of services and merchandising and business methods, under the name of "United Tailors and Cleaners Association of Montreal".

The amount to which the value of the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1947.

L. DÉSILETS,  
19730-o Deputy Attorney General.

**Lettre patente supplémentaire**

**Canada Garnet Limited**  
(No Personal Liability)  
**Grenat Canada Limitée**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt juin 1947, confirmant le compromis ou arrangement intervenu entre la compagnie "Canada Garnet Limited" (No Personal Liability) — "Grenat Canada Limitée"

**Supplementary Letter Patent**

**Canada Garnet Limited**  
(No Personal Liability)  
**Grenat Canada Limitée**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, confirming the compromise or arrangement entered into between the company "Canada Garnet Limited" (No Personal Liability) — "Grenat Canada Li-

(Libre de responsabilité personnelle), d'une part, et ses actionnaires, d'autre part, en la manière décrite par le Règlement N° 12 de ladite compagnie, lequel compromis ou arrangement a été dûment sanctionné par l'honorable T. Rhéaume, juge de la Cour supérieure du district de Montréal, le 6 juin 1947, et lequel compromis ou arrangement, tel que prévu par ledit règlement, se lit en substance comme suit:

*Règlement N° 12*

"Attendu que Grenat Canada Limitée — Canada Garnet Limited a été incorporée le 25 septembre 1937 en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, avec un capital-actions de 1,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

"Attendu que le capital-actions de la compagnie a été souscrit et payé dans une proportion d'environ 85%.

"Attendu que ledit capital-actions est insuffisant et il est nécessaire pour que la compagnie puisse atteindre ses fins de convertir les actions qui ont été souscrites et émises à date et d'augmenter ledit capital-actions à la somme de \$3,000,000.00.

"Attendu que pour donner effet au présent règlement, la compagnie désire proposer suivant la loi un compromis ou arrangement à ses actionnaires actuels.

"Qu'il soit en conséquence décrété et résolu et il est par les présentes décrété et résolu:

1. D'augmenter le capital-actions de Grenat Canada Limitée à la somme de \$3,000,000., divisée comme suit:

a) 2,200,000 actions ordinaires classe A d'une valeur au pair de \$1.00 chacune. Seules ces actions conféreront le droit de vote et le sens d'éligibilité comme directeur ou officier de la compagnie;

b) 800,000 actions ordinaires classe B d'une valeur au pair de \$1.00. Ces actions ne conféreront pas aux détenteurs d'icelles le droit d'assister aux assemblées de la compagnie ni aucun droit de vote ni cens d'éligibilité comme directeur ou officier de la compagnie. Lesdites actions ordinaires classe B auront droit au même dividende que les actions ordinaires classe A.

2. Les actions ordinaires actuelles de la compagnie, spécialement celles qui ont été souscrites et émises à date sont annulées et chaque actionnaire actuel recevra pour chacune desdites actions ordinaires une action ordinaire classe B entièrement payée du nouveau capital-actions de la compagnie.

Pour avoir droit auxdites actions ordinaires classe B, tout actionnaire actuel devra remettre à la compagnie pour fins d'annulation le ou les certificats d'actions ordinaires dont il demandera la conversion.

3. Un million d'actions ordinaires classe A du nouveau capital-actions de la compagnie telles que décrites au paragraphe 1A du présent règlement, seront réservées aux détenteurs d'actions ordinaires actuelles, lesquels auront droit d'y souscrire au prix de .20c chacune dans la proportion des actions qu'ils détiennent, comparativement au nombre total des anciennes actions ordinaires émises à date. Telle souscription devra être faite par écrit et parvenir à la compagnie avant le 15 juillet 1947. Après cette date, le présent paragraphe deviendra nul et sans effet et les détenteurs actuels d'actions ordinaires qui

mitée" (Libre de responsabilité personnelle), on the one part, and its shareholders, on the other part, in the manner described in By-law No. 12 of the said company, which compromise or arrangement was duly sanctioned by the Honourable T. Rhéaume, Judge of the Superior Court for the district of Montreal, on June 6, 1947, and which compromise or arrangement as set forth in the said by-law, reads in substance as follows:

*By-law No. 12*

"Whereas the company Grenat Canada Limitée — Canada Garnet Limited was incorporated on September 25, 1937 under the Quebec Mining Companies Act, with a capital stock of 1,000,000 shares of a par value of \$1 each.

"Whereas the capital stock of the company was subscribed for and paid in a proportion of about 85%.

"Whereas the said capital stock is insufficient and it is necessary, in order that the company may attain its objects, to convert the shares subscribed for and issued to date and to increase the said capital stock to the sum of \$3,000,000.

"Whereas to give effect to the present by-law, the company desires to offer, according to law, a compromise or arrangement to its actual shareholders.

"Be it therefore enacted and resolved and it is hereby enacted and resolved:

1. To increase the capital stock of Canada Garnet Limited to the sum of \$3,000,000., divided as follows:

a) 2,200,000 Class "A" common shares having a par value of \$1 each. These shares alone shall confer the right to vote and qualify the holders thereof to become a director or officer of the company;

b) 800,000 Class "B" common shares having a par value of \$1 each. These shares do not entitle the holders thereof to assist at the meetings of the company nor do they confer the right to vote nor that of eligibility as director or officer of the company. The said Class "B" common shares shall be entitled to the same dividend as that of the Class "A" common shares.

2. The actual common shares of the company, in particular those which have been subscribed and issued to date, are null and each of the present shareholders will receive for each of said common shares one Class "B" common shares fully paid of the new capital stock of the company.

In order to be entitled to these said Class "B" common shares, every actual shareholder must surrender to the company, for purposes of cancellation, the certificate or certificates of the common shares he wishes to have converted.

3. One million Class "A" common shares of the new capital stock of the company as described in paragraph 1A of the present by-law, are reserved for the actual holders of common stock, who shall be entitled to subscribe for same at the price of .20c each in proportion to the number of shares held by them, in comparison to the total number of old common shares issued to date. Such subscription to be made in writing and forwarded to the company before the 15th of July, 1947. After this date, the present paragraph shall become null and without effect and the actual holders of common stock who have

n'auront pas encore souscrit perdront le droit de s'en prévaloir."

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 juin 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
19775-o JEAN BRUCHÉSI.

not as yet subscribed shall forfeit the right of so doing."

Given at the office of the Provincial Secretary, the 20th day of June, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
19775 Under Secretary of the Province.

**Actions en séparation de biens**

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. N° 253720. Dame Claire Smith, épouse commune en biens de Eugène Rivest, domiciliée et demeurant aux nos. 7412, rue Chambord, à Montréal dudit district, demanderesse vs Eugène Rivest, garagiste des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ème jour de juillet 1947.

Montréal, le 4 juillet 1947.  
Le Procureur de la demanderesse,  
19745-o WILFRID A. DURANCEAU

**Actions for separation as to property**

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 253720. Dame Claire Smith, wife common as to property, of Eugène Rivest, residing 7412 Chambord Street, in Montreal, Plaintiff vs Eugène Rivest, garage holder of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on July 2nd, 1947.

Montreal, July the 4th, 1947.  
WILFRID A. DURANCEAU,  
19745-o Attorney for Plaintiff.

**Arrêtés en Conseil**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1073

Québec, le 3 juillet 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Mégantic et le territoire compris dans un rayon de cinq milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:—

QUE le décret numéro 4687 du 7 novembre 1945, amendé par l'arrêté numéro 4464 du 31 octobre 1946, relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Mégantic et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit, à compter du 1er juillet 1947.

(Document "A" annexé à l'arrêté)  
A. MORISSET,  
19753-o Greffier du Conseil Exécutif.

**Orders in Council**

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL.**

Number 1073

Quebec, July 3, 1947

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "A"

CONCERNING the repeal of the Decree relating to Commercial Establishments in the town of Mégantic and a radius of five miles from its limits.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:—

THAT the Decree No. 4687 of November 7, 1945 amended by Order in Council No. 4464 of October 31, 1946, relating to Commercial Establishments in the town of Mégantic and a radius of five miles from its limits, be repealed and annulled for all the purposes of the Law, from July 1, 1947.

(Document "A", annexed to the Order)  
A. MORISSET,  
19753-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1073

Québec, le 3 juillet 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité paritaire du Commerce de détail des Cantons de l'Est.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:—

QUE les dispositions du règlement de prélèvement du Comité paritaire du Commerce de détail

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL.**

Number 1073

Quebec, July 3, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an amendment to the levy by-law of the Eastern Townships Retailers, Joint Committee.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:—

THAT the provisions of the levy by-law of the Eastern Townships Retailers' Joint Committee,

des Cantons de l'Est, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 817 du 22 mai 1947 (section "B"), cessent de s'appliquer aux employeurs professionnels, artisans et salariés assujettis au décret numéro 4687 du 7 novembre 1945, relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Mégantic et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, à compter du 1er juillet 1947, le tout d'accord avec les dispositions du 1er paragraphe de la section 1 (Cotisation) dudit règlement, en raison de l'abrogation dudit décret à compter de cette date.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

19754-o Greffier du Conseil Exécutif.

approved by Order in Council No. 817 of May 22, 1947, (Part "B"), cease to apply to professional employers, artisans and employees governed by Decree No. 4687 of November 7, 1945, relating to Commercial Establishments in the town of Megantic and a radius of five miles from its limits, as of July 1, 1947, in accordance with the provisions of the first paragraph of part I (assessment) of the said by-law, the said Decree being repealed from this date.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

19754-o Clerk of the Executive Council.

## Avis divers

Canada — Province de Québec

### AVIS DE CHANGEMENT DE DATE DES ÉLECTIONS

Avis est par les présentes donné que la ville de St-Félicien, en conformité de l'Art. 173 de la Loi des Cités et Villes, présentera au Lieutenant-gouverneur en conseil, une requête pour changer la date des élections et la date de la présentation des candidats.

A une assemblée régulière des membres du Conseil municipal de la corporation de la ville de St-Félicien tenue le 2 juin 1947, le soussigné, secrétaire-trésorier, a été requis de préparer les formalités nécessaires pour changer la date des élections comme suit: la date de la présentation des candidats ainsi que celle de l'élection générale, qui sont actuellement fixées respectivement au 25 janvier (au 1er jour juridique suivant s'il y a lieu) et au 1er jour juridique de février, seront à l'avenir, fixées respectivement au 1er lundi du mois de juillet, et si ce jour est férié, le 1er jour juridique suivant; et au deuxième lundi du mois de juillet pour l'élection générale, et si ce jour est férié, le 1er jour juridique suivant.

La requête sera présentée après la publication des avis ordonnés par la loi.

St-Félicien, le 3 juillet, 1947.

Le Secrétaire-trésorier,

19732-28-4-o ROCH ST-GÉLAIS.

### QUEBEC PACKERS LIMITED

#### Règlement No. XXXVII

Qu'il soit et il est, par le présent règlement N° XXXVII de la compagnie, édicté et décrété que l'actif de la compagnie soit distribué aux actionnaires.

Québec, ce 26 juin 1947.

(Sceau)

Le Secrétaire,

19740-o H. FERNAND GINGRAS.

### J. J. JOUBERT LIMITÉE

#### Règlement spécial "N"

Attendu qu'il a été considéré avantageux d'augmenter le nombre des directeurs de huit à onze.

Qu'il soit alors décrété comme un règlement de J. J. Joubert Limitée: que la section "A" du règlement No. 3 de la compagnie, tel qu'amendé

## Miscellaneous Notices

Canada — Province of Quebec

### NOTICE OF CHANGE OF DATE OF ELECTIONS

Notice is hereby given that the town of St-Félicien, in conformity with section 173 of the Cities and Towns Act, will submit to the Lieutenant-Governor in Council, a petition to change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

At a regular meeting of the members of the Municipal Council of the Corporation of the town of St-Félicien, held on June 2, 1947, the undersigned, secretary-treasurer, was requested to prepare the formalities required to change the date for the elections as follows: the date for the nomination of candidates and also that of the general election, actually fixed respectively to the 25th of January (or first juridical day following, if expedient), and to the first juridical day of February, shall, for the future, be fixed respectively to the first Monday of the month of July, and if this day be a holiday, to the first following juridical day; and to the second Monday of the month of July for the general election, and if this day be a holiday, to the first juridical day following same.

The petition will be presented after publication of the notices required by law.

St-Félicien, July 3, 1947.

ROCH ST-GÉLAIS,

19732-28-4 Secretary-treasurer.

### QUEBEC PACKERS LIMITED

#### By-law No. XXXVII

Be it and it is, by the present by-law N° XXXVII of the company, enacted and declared that the assets of the company be distributed amongst the shareholders.

Quebec, this 26th day of June, 1947.

H. FERNAND GINGRAS,

19740 Secretary.

### J. J. JOUBERT LIMITÉE

#### Special By-law "N"

Whereas it has been deemed advantageous to increase the number of directors from eight to eleven.

Be it enacted as a by-law of "J. J. Joubert Limitée": that section "A" of By-law N° 3 of the company, as amended by By-law "M" enacted

par le règlement "M" décrété par le Bureau de Direction, le 27 avril 1939, soit de nouveau amendé pour lire comme suit:

Section A. Il y aura un Bureau de Direction consistant de onze directeurs, dont chacun d'eux devra être un actionnaire de la compagnie ayant au moins une part du capital-actions lui donnant un droit de vote"

Je, soussigné, secrétaire de J. J. Joubert Limitée, certifié par ces présentes que ce qui précède est une vraie copie du règlement spécial "N", de J. J. Joubert Limitée, dûment décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue à Montréal le 20 mai 1947, et approuvé, ratifié, confirmé et adopté comme un règlement de la compagnie par le vote unanime de tous les actionnaires, présents soit en personne ou par procuration, à une assemblée générale et spéciale des actionnaires de la compagnie convoquée pour ce but et tenue à Montréal le 11 juin 1947.

Montréal, 11 juin 1947.

(Seal)  
19746-o

J. A. MARTIN.

by the Board of Directors on April 27, 1939, be again amended to read as follows:

Section A. There shall be a board of directors consisting of eleven directors, each of whom shall be a shareholder of the company holding at least one share of the capital stock which entitles him to vote."

I, the undersigned, Secretary of "J. J. Joubert Limitée", hereby certify that the preceding is a true copy of Special By-law "N", of J. J. Joubert Limitée, duly enacted by the directors of the company at a meeting held at Montreal on May 20, 1947, and approved, ratified, confirmed and adopted as a by-law of the company by the unanimous vote of all the shareholders present, either in person or by proxy at a special general meeting of the shareholders of the company called for this purpose and held at Montreal on June 11, 1947.

Montreal, June 11, 1947.

(Seal)  
19746

J. A. MARTIN.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat d'Écurie de Ste-Louise", en date du 30 juin 1947, dont le siège social est situé à Ste-Louise, comté de l'Islet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
19747-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat d'Écurie de Ste-Louise", under date the thirtieth day of June, 1947, whereof the head office is at Ste-Louise, county of L'Islet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of July, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
19747 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Constructeurs de La Mauricie, Inc", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 juin 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé aux Trois-Rivières, district des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
19757-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Constructeurs de La Mauricie, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 30, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,  
19757 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 5 juillet 1947, autorisé "Le Syndicat des Gardes-Malades de Montréal" à changer son nom en celui de "L'Alliance des Infirmières de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 9 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
19760-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on July 5, 1947, has authorized "Le Syndicat des Gardes-Malades de Montréal" to change its name to that of "L'Alliance des Infirmières de Montréal", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10, George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
19760 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of

du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Gallichan", en date du 25 mai 1947, dont le siège social est situé à Saint-Laurent-de-Palmarolle (Gallichan), comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 juin 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
19763-o JEAN BRUCHÉSI.

#### AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 4 juillet 1947, autorisé l'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 17 à changer son nom en celui de "L'Association Catholique des Institutrices de Longueuil", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 9 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
19761-o JEAN BRUCHÉSI.

#### AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 5 juillet 1947, autorisé le "Syndicat Catholique des Travailleurs aux Carrières de Saint-Marc des Carrières Inc." à changer son nom en celui de "Le Syndicat Catholique des Ouvriers de l'Industrie de la Pierre de Saint-Marc-des-Carrières Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
19762-o JEAN BRUCHÉSI.

#### HEBECOURT CORPORATION

Extrait du Règlement N° 5 concernant le changement du siège social de la compagnie.

"Attendu que d'après les règlements généraux actuels en vigueur et plus spécialement d'après le règlement N° 1 adopté le 10 février 1936, et ratifié par les actionnaires le même jour, le bureau-chef de cette compagnie est fixé à 417, rue St-Pierre, dans la Cité de Montréal;

Attendu qu'il est à propos et dans l'intérêt de cette compagnie de changer le lieu de ce bureau-chef et de l'établir dans la cité de Chicoutimi;

Il est en conséquence statué:

1. Que la principale place d'affaires ou bureau-chef de la compagnie est changée et établie à 348, rue Racine, dans la Cité de Chicoutimi au lieu de 417, rue St-Pierre, Montréal."

Le Secrétaire-trésorier,  
19765-o MAURICE GAGNÉ.

foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Gallichan" under date the 25th day of May, 1947, whereof the head office is at Saint-Laurent-de-Palmarolle (Gallichan), county of Abitibi-West, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th of June, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
19763 Under Secretary of the Province.

#### NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on July 4, 1947, has authorized the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 17" to change its name to that of "L'Association Catholique des Institutrices de Longueuil", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10, George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
19761 Under Secretary of the Province.

#### NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on July 5, 1947, has authorized the "Syndicat Catholique des Travailleurs aux Carrières de Saint-Marc Inc." to change its name to that of "Le Syndicat Catholique des Ouvriers de l'Industrie de la Pierre de Saint-Marc-des-Carrières Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary this 9th day of July, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
19762 Under Secretary of the Province.

#### HEBECOURT CORPORATION

Excerpt from By-law No. 5 concerning the change of the head office of the company.

Whereas according to the general by-laws now in force and in particular according to the general by-laws now in force and in particular according to By-law No. 1 adopted on the 10th of February, 1936, and ratified by the shareholders the same day, the head office of the present company is fixed at 417 St. Peter Street, in the city of Montreal;

Whereas it is deemed to be in the interest of the said company to change the situation of the head office and establish it in the city of Chicoutimi.

Be it therefore enacted:

1. That the head office or principal place of business of the company be changed and established at 348 Racine Street, in the city of Chicoutimi instead of 417 St. Peter Street, Montreal."

MAURICE GAGNÉ,  
19765 Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail la Rédemption", en date du 21 mai 1947, dont le siège social est situé à La Rédemption, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail la Rédemption", under date the twenty-first day of May, 1947, whereof the head office is at La Rédemption, county of Matapédia, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 juin 1947.  
Le Sous-secrétaire de la Province,  
19764-o JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1947.  
JEAN BRUCHÉSI,  
19764 Under Secretary of the Province.

CANADIAN DEVICES LIMITED

CANADIAN DEVICES LIMITED

Règlement "A"

By-law "A"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie.

A By-law to increase the number of Directors of the Company.

Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois à quatre.

The number of Directors of the Company is increased from three to four.

Certifié copie conforme du règlement "A" dûment décrété par les directeurs et confirmé par le vote des actionnaires présents, et détenant tout le capital-actions émis, à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 17e jour de juin 1947.

Certified a true copy of By-law "A" duly enacted by the Directors and confirmed by the vote of Shareholders present and holding all of the issued capital stock at a Special General Meeting of the Company held on the 17th day of June, 1947.

Montréal, le 17 juin 1947.  
Le Secrétaire,  
19769 RALPH-C. TEES.

Montreal, June 17, 1947.  
RALPH-C. TEES,  
19769-o Secretary.

LAKE ST. JOHN POWER & PAPER COMPANY LIMITED

LAKE ST. JOHN POWER & PAPER COMPANY LIMITED

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs

A By-law to increase the number of Directors

Règlement N° 34

By-law No. 34

"Qu'il soit et il est par les présentes faite, passé et décrété comme règlement de la compagnie:

"Be it and it is hereby made, passed and enacted as a By-law of the Company:

Que le règlement N° 3, paragraphe 1, règlement N° 27 et le règlement N° 31 soient et ils sont par les présentes abrogés et remplacés par le suivant:

That By-law No. 3, paragraph 1, By-law No. 27 and By-law No. 31 be and they are hereby repealed and replaced by the following:

Que les affaires de la compagnie soient administrées par un bureau de seize directeurs, dont huit directeurs formeront un quorum pour les fins de toutes les assemblées du bureau de direction.

That the affairs of the Company shall be managed by a Board of Sixteen Directors, of whom eight Directors shall constitute a quorum for the purpose of all Meetings of the Board of Directors.

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie "Lake St. John Power & Paper Company Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement N° 34 de ladite compagnie, et que ledit règlement a été dûment adopté par le bureau de direction à une assemblée tenue le 28 avril 1947, et a été sanctionné et confirmé par au moins deux-tiers des votes donné à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour le considérer et tenue le 16e jour de mai 1947."

I, the undersigned, Secretary of Lake St. John Power & Paper Company Limited, hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of By-law No. 34 of the said Company, and that the same was duly adopted by the Board of Directors at a meeting held on the 28th day of April, 1947, and was sanctioned and confirmed by at least two-thirds of the votes cast at a Special General Meeting of the Shareholders duly called for that purpose and held on the 16th day of May, 1947.

(Seal) Le Secrétaire,  
19770 L.-A. TUCKER.

(Seal) L.-A. TUCKER,  
19770-o Secretary.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Les Travailleurs Unis de Saint-Lambert", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses

The formation of an association under the name of "Les Travailleurs Unis de Saint-Lambert", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the

membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix juillet 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Lambert, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
19771-o JEAN BRUCHÉSI.

T. HETHRINGTON LIMITED

Règlement N° 1, article 7a

Un bureau de direction composé de quatre directeurs qui seront élus annuellement et choisis parmi les actionnaires de la compagnie qui détiennent au moins dix actions chaque et absolument en leur propre nom.

Adopté unanimement.

Copie conforme: Le Secrétaire,  
19772 GUY VALLÉE.

ST. FRANCIS MINING COMPANY, LIMITED  
(No Personal Liability)

Règlement numéro 6

Un règlement changeant la situation du siège social de la compagnie de la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, à la ville de Noranda, dans la province de Québec.

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété par les directeurs de la compagnie "St. Francis Mining Company (No Personal Liability)", comme un règlement de la compagnie, ce qui suit:

1. Que la situation du siège social de la compagnie soit et il est par les présentes changée de la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, à la ville de Noranda, dans la province de Québec, et à tel endroit dans la Province que les directeurs peuvent de temps en temps déterminer par résolution.

2. Que le règlement numéro 1 de la compagnie décrété par les directeurs le 30e jour de juin 1944, soit et il est par les présentes amendé en rayant dudit règlement le paragraphe numéro 1 qui stipule que le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke."

Passé devant les directeurs ce 2e jour de mai 1947.

Le Président,  
C.-D.-H. MacALPINE.  
Le Secrétaire,  
19778 P.-C. FINLAY.

profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July tenth, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Lambert, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,  
19771 Under Secretary of the Province.

T. HETHRINGTON LIMITED

By-law No. 1, section 7a

A Board of four directors shall be elected annually from amongst the shareholders of the company holding at least ten shares each absolutely in their own right.

Unanimously adopted.

Certified a true copy. GUY VALLÉE,  
19772-o Secretary.

ST. FRANCIS MINING COMPANY, LIMITED  
(No Personal Liability)

By-law number 6

A By-law changing the location of the Head Office of the Company from the city of Sherbrooke, in the Province of Quebec, to the town of Noranda, in the Province of Quebec.

"Be it enacted and it is hereby enacted by the Directors of St. Francis Mining Company, Limited (No Personal Liability), as a By-law of the Company as follows:

1. That the location of the Head Office of the Company be and the same is hereby changed from the city of Sherbrooke, in the Province of Quebec, to the town of Noranda, in the Province of Quebec, and at such place therein as the Directors may from time to time by resolution determine.

2. That By-law Number 1 of the Company enacted by the Directors on the 30th day of June, 1944, be and the same is hereby amended by deleting therefrom paragraph numbered 1 thereof which provides that the Head Office of the Company shall be in the city of Sherbrooke."

Passed by the Directors this 2nd day of May, 1947.

C. D. H. MacALPINE,  
President.  
19778-o P. C. FINLAY,  
Secretary.

Chartes — Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Salons Mogador Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 août 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier juillet 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, le 9 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
19773 P. FRENETTE.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Salons Mogador Inc.", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of August, 1945.

Notice is also hereby given that from and after the first day of July, 1947, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1947.

P. FRENETTE,  
19773 Assistant Deputy Attorney General.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Syndicat des Tabacs du St-Maurice, donne avis par les présentes qu'elle s'adresse au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qui sera fixée par l'honorable Procureur général.

Daté à Trois-Rivières le 25 juin 1947.

Le Président,  
HENRI HÉON,

19737-o

Under the provisions of the Quebec Companies Act, the company "Syndicat des Tabacs du St. Maurice", hereby gives notice that it will apply to the Attorney General of the province of Quebec for leave to surrender its charter from and after a date to be fixed by the Honourable the Attorney General.

Dated at Trois-Rivières, June 25, 1947.

HENRI HÉON,  
President.

19737

ALGRAY MINES (QUEBEC) LIMITED

(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie Algray Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability) demandera au Procureur général d'accepter l'abandon de sa charte à une date à être fixée.

ALGRAY MINES (QUEBEC) LIMITED,  
(No Personal Liability)

Les Procureurs de la Compagnie,

19748-o

GAGNON & DE BILLY

ALGRAY MINES (QUEBEC) LIMITED

(No Personal Liability)

Notice is hereby given, according to the provisions of the Quebec Companies Act, that Algray Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability) will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter at a date to be fixed.

ALGRAY MINES (QUEBEC) LIMITED,  
(No Personal Liability)

GAGNON & DE BILLY,

Attorneys for Company.

19748-o

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 30 juin 1947 du conseil de Palmarolle, comté d'Abitibi, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 8 juillet 1947, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette Officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 8 juillet 1947.

Le Ministre des Affaires municipales,  
19756-o BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 30th of June, 1947, of the Council of Palmarolle, county of Abitibi, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 8th of July, 1947, that the publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, July 8, 1947.

19756 BONA DUSSAULT,  
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis de changement du nom de "La Conserverie Coopérative Saint-Remi" en celui de "Conserverie Coopérative de LaSalle".

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction de La Conserverie Coopérative Saint-Remi, société coopérative constituée sous le régime de la Loi des sociétés coopératives agricoles, de changer le nom de cette société en celui de "Conserverie Coopérative de LaSalle".

Québec, ce huitième jour de juillet 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
19774-o JULES SIMARD.

Notice of change of name of "La Conserverie Coopérative Saint-Remi" to that of "Conserverie Coopérative de LaSalle".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the board of directors of "La Conserverie Coopérative Saint-Remi", a cooperative association incorporated under authority of the Cooperative Agricultural Associations Act, to change the name of the said association into that of "Conserverie Coopérative de LaSalle".

Québec, this eighth day of July, 1947.

19774 JULES SIMARD,  
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

Avis est, par les présentes, donné que la session annuelle du Bureau des Examineurs des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles aura lieu à l'École normale Laval, Québec, du 25 au 29

Notice is hereby given that the annual session of the Board of Examiners for the examination of candidates for the position of Inspector of Catholic Schools will be held at the Laval Normal

août prochain. L'examen des candidats commencera lundi le 25 à deux heures de l'après-midi.

Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au quatorzième jour d'août 1947, à Monsieur B.-O. Filteau, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six dollars, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Québec, le 2 juillet 1947.

Le Surintendant,  
19733-28-2-o J.-P. LABARRE.

School, in Quebec, from the twenty-fifth to the twenty-ninth of August 1947. The examination of candidates will begin on Monday, the twenty-fifth, at 2.00 p.m.

Any person wishing to take this examination shall forward to Mr. B.-O. Filteau, Secretary of the Catholic Committee of the Council of Education, between this date and the fourteenth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the School Regulations.

Quebec, July 2nd, 1947.

J.-P. LABARRE,  
19733-28-2-o Superintendent.

N° 459-47

Québec, le 8 juillet, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 juillet 1947, de détacher de la municipalité scolaire du canton de Stanstead, comté de Stanstead, et de l'annexer pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante d'Ayers Cliff dans le même comté, le territoire suivant, savoir:

764 à 830 du Xe rang; 831 à 857 du XIe rang; 971 à 999 du XIIe rang; 1000 à 1028 du XIIIe rang; 1133 à 1164 du XIVe rang.

Cette annexion prendra effet le premier juillet 1948 et s'appliquera aux contribuables protestants seulement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
19766-o J.-P. LABARRE.

No. 459-47

Quebec, July 8, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated July 3, 1947, to detach from the school municipality of the township of Stanstead, county of Stanstead, the following territory, and to annex it, for Protestants only, to the Protestant school municipality of Ayers Cliff, in the same county, to wit:

764 to 830 of range X; 831 to 857 of range XI; 971 to 999 of range XII; 1000 to 1028 of range XIII; 1133 to 1164 of range XIV.

This annexation to take effect on the first of July, 1948, and to apply to Protestant taxpayers only.

J. P. LABARRE,  
19766 Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 183-71 à 183-117 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juin 1947.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
19731-o AVILA BÉDARD.

## Department of Lands and Forests

### NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. Bruno, Registration Division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 183-71 to 183-117 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 27th, 1947.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
19731-o Deputy Minister.

## Département du Travail

### AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par MM. Paul Morin, entrepreneur-menuisier, Armand Girard, entrepreneur-menuisier, Alcide Fortin, entrepreneur-menuisier et Edmond Sanésac, entrepreneur-peintre, tous de Napierville, à l'effet d'être acceptés comme parties co-contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 329 du 20 février 1947, relatif à l'Industrie de la Construction dans la cité de Saint-Jean,

## Department of Labour

### NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, Chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by MM. Paul Morin, Joinering Contractor, Armand Girard, Joinering Contractor, Alcide Fortin, Joinering Contractor and Edmond Sanésac, Painting Contractor, all of Napierville, to be treated as co-contracting parties to the Collective Labour Agreement rendered obligatory by Decree No. 329 of the 20, of February 1947, relating to the Building Trades Industry in the City of Saint-Jean, the town of

la ville d'Iberville et un rayon de dix milles de leurs limites.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 juillet 1947

19755-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont soumis une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association Nationale Catholique des Maîtres-Cordonniers des Trois-Rivières et district,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National Catholique des Employés et Artisans Cordonniers des Trois-Rivières et district, inc.,

pour les employeurs et les salariés du métier visé, suivant les conditions ci-après:

I. *Définitions*: Dans la présente convention les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "savetier" désigne toute personne qui répare, refait, raccommode les chaussures en cuir, toile, caoutchouc, etc.

b) Le mot "cordonner" désigne toute personne qui répare, refait, raccommode les chaussures tout comme le savetier et qui de plus fabrique aussi les chaussures.

c) Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de savetier ou de cordonnier, tel que défini aux paragraphes précédents.

d) Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de savetier ou de cordonnier seule et pour son propre bénéfice.

e) Le mot "cordonnerie" désigne un atelier de réparation de chaussures.

f) Les mots "comité paritaire" désigne le Comité paritaire des cordonniers des Trois-Rivières et district.

II. a) *Juridiction professionnelle*: La juridiction professionnelle du présent contrat comprend toutes les personnes qui exécutent une ou plusieurs des opérations définies dans l'article I du présent contrat.

b) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent contrat comprend les cités de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

III. *Taux de salaires*: Le salaire minimum des employés, apprentis, savetiers et cordonniers compétents est le suivant:

a) *Salaires des apprentis*:

	l'heure
Durant le premier semestre . . . . .	\$0.25
Durant le deuxième semestre . . . . .	0.27½
Durant le troisième semestre . . . . .	0.30
Durant le quatrième semestre . . . . .	0.32½
Durant le cinquième semestre . . . . .	0.35
Durant le sixième semestre . . . . .	0.37½

b) *Salaires des savetiers ou cordonniers compétents*. . . . . 0.40

Iberville and a radius of ten miles from their limits.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 12th, 1947

19755-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association Nationale Catholique des Maîtres-Cordonniers des Trois-Rivières et district",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat National Catholique des Employés et Artisans Cordonniers des Trois-Rivières et district, inc.",

for the employers and the employees of the trade concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions*: In the present agreement, the following terms have the significance hereafter given to them:

a) The word "cobbler" means any person who repairs, mends, cobbles shoes made of leather, linen, rubber, etc.

b) The word "shoemaker" means any person who repairs, mends, cobbles shoes, like the cobbler and who also makes shoes.

c) The word "apprentice" means any person who learns the cobbler's or shoemaker's trade as defined in the foregoing subsections.

d) The word "artisan" means any person who plies the cobbler's or shoemaker's trade alone and for his own benefit.

e) The words "shoemaker's shop" mean a shoe repair shop.

f) The words "Parity Committee" mean "Le Comité paritaire des Cordonniers des Trois-Rivières et District".

II. a) *Professional jurisdiction*: The professional jurisdiction of the present agreement includes all persons who perform one or more of the operations defined in section I of the present agreement.

b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the cities of Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits.

III. *Rates of wages*: The minimum wages of the employees, apprentices, skilled cobblers and shoemakers are as follows:

a) *Wages of the apprentices*:

	per hour
During the first six months . . . . .	\$0.25
During the second six months . . . . .	0.27½
During the third six months . . . . .	0.30
During the fourth six months . . . . .	0.32½
During the fifth six months . . . . .	0.35
During the sixth six months . . . . .	0.37½

b) *Wages of skilled cobblers or shoemakers*. . . . . 0.40

c) Ces taux sont pour huit heures de travail par jour et tout travail exécuté en plus de huit heures sera rémunéré à raison de salaire et demi.

d) Si un ou des employés logent chez l'employeur, ce dernier ne peut exiger de chacun d'eux plus de \$2.00 par semaine pour une chambre.

e) Si un employeur nourrit un ou plusieurs de ses employés il ne peut exiger plus de \$5.00 par semaine de chacun d'eux ou, si tous les repas ne sont pas pris chez l'employeur, pas plus de \$0.25 par repas.

f) Aucun employeur n'a le droit de réduire les salaires des employés recevant plus que les salaires minima prévus au présent contrat, lors de la date de son entrée en vigueur.

IV. *Durée du travail:* a) Pour les fins du présent contrat, la durée des heures de travail est répartie de la façon suivante:

Lundi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Mardi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Mercredi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Jeudi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Samedi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Il sera toutefois permis de terminer le travail entré et accepté dans l'établissement avant l'expiration des périodes de travail ci-haut mentionnées.

b) Les salariés doivent avoir une heure pour le repas du midi ainsi qu'une heure pour le repas du soir les jours où le travail se termine plus tard que 6.00 p.m.

c) *Jours chômés:* Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fêtes suivants: Le Premier de l'An, la fête de l'Épiphanie, le jour de l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et la fête de saint Crépin, patron des cordonniers.

V. *Apprentissage:* Savetier, cordonnier:

a) Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant seize ans révolus ni après vingt-cinq ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa huitième année de cours d'étude.

b) Dans aucun atelier il ne doit y avoir plus d'un (1) apprenti par cordonnier ou savetier compétent détenant son certificat de qualification du Comité paritaire.

c) Le patron doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations des métiers afin d'en faire un ouvrier compétent.

d) L'apprentissage comporte un stage de trois ans dans un atelier de savetier ou de cordonnier. Toutefois le temps consacré à l'étude dans une école reconnue par le Comité paritaire et couronné par l'obtention d'un diplôme doit être crédité au compte de l'apprenti.

e) Après cette période de trois ans, l'apprenti doit se présenter au Bureau des examinateurs du Comité paritaire pour passer ses examens dans le but d'obtenir son certificat de qualification de compagnon.

Au cas d'insuccès, le candidat a droit à deux (2) reprises d'examens par intervalle de six (6) mois; s'il subit de nouveaux échecs, il est définitivement éliminé.

f) Dans l'intérêt de la profession, le Comité paritaire peut reconnaître une école de savetier ou de cordonnier. Toutefois, aucune école de cordonnerie ne peut fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un atelier de savetier ou de cordonnier ou un commerce d'accessoires de cordonnerie.

e) These rates are for an eight-hour day and all work performed in excess of eight hours in any one day shall be remunerated at the rate of time and one half.

d) Should one or more employees room at the employer's, the latter shall not charge to each such employee more than \$2.00 per week for one room.

e) Should an employer board one or more of his employees he shall not charge more than \$5.00 per week to each one of them or, if all meals are not taken at the employer's, more than \$0.25 per meal.

f) No employer may reduce the wages of the employees receiving more than the minimum wages stipulated in the present agreement at the time of its coming into force.

IV. *Duration of labour:* a) For the purposes of the present agreement, the duration of the working hours is distributed as follows:

Monday, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Tuesday, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Thursday, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

It is permissible, however, to terminate the work taken in and accepted, in the establishment, before the expiration of the periods of work hereabove mentioned.

b) The employees shall have one hour off for the noon meal and another hour off for the evening meal when the duration of work extends after 6.00 p.m.

c) *Days kept as holidays:* No work shall be performed on Sundays and the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Saint Crépin's Day, patron saint of the shoemakers.

V. *Apprenticeship:* Cobbler, shoemaker:

a) No apprentice may begin his apprenticeship before the sixteenth or after the twenty-fifth year of his age. He must have terminated the eight year of study courses.

b) There shall never be, in any shop, more than one (1) apprentice to each skilled shoemaker or cobbler holding a certificate of competency issued by the Parity Committee.

c) The employer shall have his apprentice work on the various operations of the trade in order to make him a competent worker.

d) The apprenticeship period shall be one of three years in a cobbler's or shoemaker's shop. However, time spent in the study in a school recognized by the Parity Committee and followed by the obtaining of a diploma must be credited to the apprentice.

e) After this period of three years, the apprentice shall undergo, before the Board of Examiners of the Parity Committee, his examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee in order to obtain his certificate of competency as journeyman.

In case of failure, the candidate is entitled to two (2) further examinations with intervals of six (6) months; any subsequent failure will definitely eliminate the apprentice.

f) In the interest of the trade, the Parity Committee may recognize a cobbler or shoemaker school. However, no shoemaker school may be operated jointly, or together with a cobbler's or shoemaker's shop or a shoemaking accessories trade.

g) Au moment de l'entrée en apprentissage l'employeur et l'apprenti doivent communiquer avec le Comité paritaire pour fins d'enregistrement en apprentissage de ce nouvel employé.

h) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron doit inscrire dans un carnet ad hoc les dates d'entrée et de sortie de son apprenti et il doit en remettre un duplicata à l'apprenti.

i) Aucune personne ne peut obtenir sa carte de qualification comme ouvrier qualifié, compagnon, artisan, employé, pour travailler seule, en équipe ou en société, sans avoir au préalable satisfait au présent règlement d'apprentissage.

j) Dans chaque atelier de cordonnier ou de savetier, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui ne pratique pas le métier de savetier, de cordonnier, il doit y avoir comme gérant actif et permanent, un salarié porteur d'un certificat de compagnon cordonnier ou savetier du Comité paritaire.

k) Lorsqu'un apprenti quitte un patron ou que celui-ci le congédie après que l'apprenti a été plus de huit (8) jours à son service, l'apprenti et l'employeur doivent aviser le Comité paritaire et les deux parties ont l'obligation de s'aviser l'une l'autre du désir d'une telle séparation, sept jours à l'avance.

VI. *Vacances payées*: Tout employeur assujéti au présent contrat doit donner chaque année des vacances payées de six (6) jours ouvrables, à tout salarié ayant été au moins un an à son service.

La rémunération payable pour ces vacances doit être la moyenne des salaires hebdomadaires payés durant les 12 mois précédant la période desdites vacances.

VII. *Durée du contrat*: Le présent contrat entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'approuvant et demeurera en vigueur pour une période de douze (12) mois à compter de cette date.

Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant sa date d'expiration.

Tel avis doit également être transmis au ministre du Travail de la province de Québec.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-Ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 juillet 1947.

19768-0

g) At the beginning of the apprenticeship, the employer and the apprentice shall notify the Parity Committee for the purpose of registering such new employee as apprentice.

h) To verify the duration of the apprenticeship and the transfer of an apprentice from one concern to another, the employer shall register in a booklet *ad hoc* the dates of the beginning and ending of the employment of his apprentice and he shall remit to the apprentice a duplicate copy showing such dates.

i) No one may obtain a certificate of competency as skilled worker, journeyman, artisan, employee, to work alone, in a shift or in partnership without having previously complied with the present apprentice his by-law.

j) In every shoemaker's or cobbler's shop owned by a company, an association, a corporation or a person not plying the cobbler's or shoemaker's trade, there shall be as active and permanent manager an employee holding a certificate as shoemaker or cobbler journeyman issued by the Parity Committee.

k) When an apprentice leaves an employer or when the latter dismisses such apprentice after he has been more than eight (8) days in his employ, the apprentice and the employer shall notify the Parity Committee and both parties must notify each other at least seven days in advance.

VI. *Vacation with pay*: Every employer governed by the present agreement shall give, each year, a vacation with pay consisting of six (6) working days to every employee who has been at least one year in his employ.

Vacation pay shall be based on the average weekly wages paid during the 12 months preceding the period of the said vacation.

VII. *Duration of the agreement*: The present agreement shall come into force on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving same and shall remain in force for a period of twelve (12) months from that date.

It is then renewed automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to the date of its expiration.

Such notice must also be sent to the Minister of Labour of the Province of Québec.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, July 12, 1947.

19768-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux épiciers-bouchers de la cité de Joliette, rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 18 avril, 1946, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret. On demande:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the grocers and butchers of the City of Joliette, rendered obligatory by the decree number 1336 of April 18, 1946, have submitted to him a request to amend the said decree. It is requested:

1° Que le paragraphe "f" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"f) Cependant le travail peut être prolongé:

1. Les deux (2) jours précédant immédiatement la fête de Noël et les deux (2) jours précédant immédiatement le Premier de l'An — le dimanche n'étant pas compris dans ces deux jours — jusqu'à 10.00 p.m.;

2. De plus, les deux jours qui précèdent immédiatement ces deux (2) jours d'ouverture avant Noël et le Premier de l'An, les employeurs ont le droit de requérir les services de leurs salariés entre 7.00 p.m. et 9.00 p.m. dans le but unique de préparer le travail pour les jours suivants, toutes portes closes aux clients;

3. L'avant-veille de chaque fête chômée mentionnée aux alinéas 1 et 2 du paragraphe "h" du présent article, jusqu'à 10.00 p.m.;

4. L'employeur peut exiger de ses salariés six (6) heures de travail supplémentaire dans une semaine sans rémunération additionnelle quand il y a eu, dans cette semaine, une fête chômée. Les trois (3) heures de travail supplémentaire qui auraient été faites l'avant-veille de la fête, tel que mentionné à l'alinéa 3 du présent paragraphe, compteront cependant dans ce calcul, et les trois (3) heures qui resteront alors à faire ne pourront être exigées qu'aux seules fins de préparer le travail pour les jours suivants, toutes portes closes aux clients."

2° Que le paragraphe "i" suivant soit ajouté à l'article III:

"i) Aucune retenue ou déduction ne sera faite sur le salaire des salariés pour tout jour de fête chômé mentionné au paragraphe "h" du présent article."

3° Que l'article IV soit remplacé par le suivant:

"IV. Salaires minima: Les taux de salaires ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

a)	par semaine
1. 1er commis-boucher en charge de la boucherie (dont l'employeur n'est pas lui-même boucher) . . . . .	37.50
2. 1er commis-boucher sous la juridiction d'un employeur boucher . . . . .	30.00
3. Commis-boucher:	
Classe B (25%) . . . . .	26.00
Classe A (75%) . . . . .	28.00
4. Apprenti-boucher ayant 16 ans révolus:	
1er 6 mois . . . . .	14.25
2e 6 mois . . . . .	18.50
Après 2 ans . . . . .	20.00
Après 3 ans . . . . .	22.00
Après 4 ans . . . . .	25.00
Après 5 ans (tel qu'indiqué au N° 3 du présent paragraphe).	

b)	
1. 1er commis-épicier en charge de l'épicerie (dont l'employeur ne travaille pas habituellement comme épicier) . . . . .	35.00
2. 1er commis-épicier sous la juridiction d'un employeur qui travaille habituellement comme épicier . . . . .	27.00
3. Commis-épicier et commis:	
Classe B (25%) . . . . .	20.00
Classe A (75%) . . . . .	22.00
4. Apprenti commis-épicier et apprenti commis ayant 16 ans révolus:	
1er 6 mois . . . . .	14.25
2e 6 mois:	
Classe B (25%) . . . . .	16.00
Classe A (75%) . . . . .	18.00

1. That subsection "f" of section III be replaced by the following:

"f) However, there may be an extension of the duration of work:

1. On the two (2) days before Christmas and the two (2) days before New Year's Day — Sunday not being included in these two days — until 10.00 p.m.;

2. Moreover, on the two days preceding the above mentioned two (2) late-closing days before Christmas and New Year's Day, the employers may require the services of their employees between 7.00 p.m. and 9.00 p.m. for the sole purpose of preparing the work for the following days, all doors being closed to the customers;

3. On the second day before each day kept as a holiday, as mentioned in paragraphs 1 and 2 of subsection "h" of the present section, until 10.00 p.m.;

4. The employer may require from his employees six (6) overtime hours of work in one week without additional remuneration when there has been a day kept as a holiday during that week. The three (3) overtime hours which would have been worked the second day before the holiday, as mentioned in paragraph 3 hereof must be considered and the three (3) remaining hours may only be required for preparing the work for the following days, all doors being closed to the customers."

2. That the following subsection "i" be added to section III:

"i) No check off or deduction may be made on the wages of the employees because of any day kept as a holiday, as mentioned in subsection "h" of the present section."

3. That section IV be replaced by the following:

"IV. Minimum wages: The minimum rates shall not be less than these hereafter mentioned:

a)	per week
1. 1st butcher-clerk in charge of the butcher-shop (when the employer himself is not a butcher) . . . . .	\$37.50
2. 1st butcher-clerk under the jurisdiction of a butcher-employer . . . . .	30.00
3. Butcher-clerk:	
Class "B" (25%) . . . . .	26.00
Class "A" (75%) . . . . .	28.00
4. Apprentice-butcher, at least 16 years old:	
1st 6 months . . . . .	14.25
2nd 6 months . . . . .	18.50
After 2 years . . . . .	20.00
After 3 years . . . . .	22.00
After 4 years . . . . .	25.00
After 5 years (as indicated in No. 3 of the present subsection).	

b)	
1. 1st grocer-clerk in charge of the grocery (when the employer does not work regularly as grocer) . . . . .	35.00
2. 1st grocer-clerk under the jurisdiction of an employer who works regularly as grocer . . . . .	27.00
3. Grocer-clerk and clerk:	
Class "B" (25%) . . . . .	20.00
Class "A" (75%) . . . . .	22.00
4. Apprentice grocer-clerk and apprentice clerk, at least 16 years old:	
1st 6 months . . . . .	14.25
2nd 6 months:	
Class "B" (25%) . . . . .	16.00
Class "A" (75%) . . . . .	18.00

Après 2 ans ..... 18.50  
Après 3 ans (tel qu'indiqué au N° 3  
du présent paragraphe).

After 2 years ..... 18.50  
After 3 years (as indicated in No. 3  
of the present subsection).

c) Pour tout travail en plus des heures permises par l'article III ci-dessus, le salarié doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier; ce taux horaire devant être calculé au prorata du salaire hebdomadaire.

c) For all work performed in excess of the hours permitted in above section III the employee shall be remunerated at the rate of time and one half based on the regular rate of pay, such hourly rate to be computed at the *pro rata* of the weekly wages.

d) *par semaine*  
Les livreurs doivent recevoir les salaires suivants:

d) *per week*  
Delivery men shall receive the following wages:

- 1. Livreur sur camion ..... \$22.00
- 2. Livreur sur voiture à traction animale ..... 12.00
- Si le livreur prend soin du cheval ..... 15.00
- 3. Livreur sur bicyclette ..... 10.00

- 1. Delivery man on truck ..... \$22.00
- 2. Delivery man on horse-drawn vehicles ..... 12.00
- When delivery man is also committed to the care of the horse... 15.00
- 3. Deliverer on bicycle ..... 10.00
- When deliverer furnishes the bicycle ..... 12.00"

Si le livreur fournit sa bicyclette ..... 12.00"

4° Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'article VII: "à l'exception du poisson".

4. That the following words be added after the words "or other merchandise" mentioned in section VII: "excepting fish".

5° Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article XI:

5. That the following paragraph be added to section XI:

"De plus, tout salarié qui n'a pas terminé une année de services a droit à une demi-journée de congé payé par mois de services."

"Moreover, every employee with less than one year of service is entitled to one half-day off with pay per month of service."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 juillet 1947. 19776-o

Department of Labour,  
Quebec, July 12, 1947. 19776-o

Département du Trésor  
Assurances

Treasury Department  
Insurance

Avis est donné par les présentes que le permis et l'enregistrement de The Waterloo Mutual Fire Insurance Company, de Waterloo, Ontario, n'ont pas été renouvelés le 1er juillet 1947 parce que cette compagnie a cessé ses opérations le 31 juillet 1943 et qu'à la date du 1er juillet 1947 elle n'avait aucun contrat d'assurance en vigueur dans la province.

Notice is hereby given that the licence and certificate of registry of The Waterloo Mutual Fire Insurance Company, of Waterloo, Ontario, have not been renewed on July 1st, 1947, this Insurance Company having ceased to carry on business the 31st day of July, 1943, and that on the 1st day of July 1947 it had no outstanding insurance contracts in the province.

Donné au bureau du Service des Assurances, ce 7ième jour de juillet 1947.

Given at the office of the Insurance Department this 7th day of July 1947.

Pour le Trésorier de la Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
Surintendant des assurances.

For the Treasurer of the Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
Superintendent of Insurance.

19741-o

19741-o

Erratum

Erratum

ERRATUM

ERRATUM

RÈGLES DE PRATIQUE SPÉCIALES DE LA COUR SUPÉRIEURE DU DISTRICT DE MONTRÉAL

SPECIAL RULES OF PRACTICE FOR THE SUPERIOR COURT SITTING IN THE DISTRICT OF MONTREAL

Dans la publication de cet avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 14 juin 1947, à la page 1637, version française, à la quatrième ligne du premier paragraphe du règlement I, veuillez lire: "domicile" au lieu de "document"; à la page 1638, version anglaise, à la onzième ligne du premier paragraphe du règlement V, veuillez lire "postcard" au lieu de "postcar"; à la même page, version anglaise, à la troisième ligne de l'article e), veuillez lire: "the order" au lieu de

In the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette* of June 14, 1947, on page 1637, French version, in the fourth line of the first paragraph of rule I, please read: "domicile" instead of "document"; on page 1638, English version, in the eleventh line of the first paragraph of rule V, please read: "postcard" instead of "postcar"; on the same page, English version, in the third line of article e) please read: "the order" instead of "to order"; on page 1639, French version, in

"to order"; à la page 1639, version française, à la première ligne de l'article g), veuillez lire: "consentement" au lieu de "commencement".  
19730-A-o

he first line of article g), please read: "consentment" instead of: "commencement".  
19730-A-o

## Examen du Barreau — Bar Examination

### BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW  
*Examens de juillet 1947 — Examinations of July, 1947*

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Boucher .....	Louise .....	21	Pierreville .....	Notre-Dame à Ottawa

St-Hyacinthe, le 30 juin 1947 — St. Hyacinthe, June 30, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,

19704-27-2-o

MAURICE ROUSSEAU,  
Secretary of the Bar of Richelieu.

## Greffes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 3 juillet 1947, d'accorder à Me J. Maurice Grégoire, notaire, demeurant et pratiquant à La Tuque, district judiciaire de Québec, la transmission des minutes, répertoire et index de Me J. Almas Tremblay, en son vivant notaire qui pratiquait à La Tuque, district judiciaire de Québec, et du greffe de feu P. E. Riberdy dont le dit J. Almas Tremblay était cessionnaire.

Québec, ce 7 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

19738-o

## Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated July 3, 1947, to grant to Me J. Maurice Grégoire, notary, residing and practising at La Tuque, judicial district of Quebec, the transfer of the minutes, repertory and index of Me J. Almas Tremblay, in his lifetime a notary who practised at La Tuque, judicial district of Quebec, and the records of the late P. E. Riberdy, whereof the said J. Almas Tremblay was assignee.

Quebec, July 7, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

19738

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 3 juillet 1947, d'accorder à Me Eugène Poirier, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Edouard Biron, notaire décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal, et de ceux dont il était cessionnaire, savoir: Me P. C. Lacasse et Me Roger Biron.

Québec, ce 7 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

19739-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated July 3, 1947, to grant to Me Eugène Poirier, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Edouard Biron, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal, and those of which he was assignee, namely: Me P. C. Lacasse and Me Roger Biron.

Quebec, July 7, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

19739

## Liquidation, avis de :

Avis est donné, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Félix-de-Dalquier, dûment convoquée et tenue le 22 octobre 1946, une résolution a dûment été adoptée pourvoyant à la liquidation volontaire et à la dissolution de

## Winding up Notice :

Notice is given in conformity with the provisions of the Winding-Up Act, that at the time of a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Félix-de-Dalquier, duly called and held on October 22, 1946, a resolution was duly adopted, providing for the winding-up and dissolution of the said "Caisse" and that Messrs Eugène Lemieux,

ladite Caisse, et que MM. Eugène Lemieux, Gérald Sabourin et Fernand Racette en ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 juin 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
19749-o JEAN BRUCHÉSI.

Gerald Sabourin and Fernand Racette were appointed liquidators thereof.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st of June, 1947.

19749 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 4 juin 1947.

M. Jean-Charles Marchand, de St-Jérôme, protonotaire de la Cour supérieure du district de Terrebonne et membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Québec, 11 juin 1947.

M. J.-A. Piette, de Joliette, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 28 mai 1947.

M. Henri-Philippe Hould, 1417, 1ère avenue, Québec: assistant-gérant de la Commission des liqueurs de Québec, à Québec, à compter du 9 juin 1947 inclusivement.

Québec, 18 juin 1947.

M. Gerald M. Almond, avocat et conseil en loi du Roi, pratiquant dans la cité de Montréal: juge de la Cour des sessions de la paix, avec résidence dans la cité de Montréal ou les environs, à compter du 1er juillet 1947.

M. Jacques Viau, avocat, pratiquant dans la cité de Montréal: recorder de la cité de Lachine et recorder de la ville de Dorval, à compter du 15 juillet 1947.

MM. Paul-Henri Bernier, de L'Islet, et J.-Alfred Dubé, secrétaire-trésorier de St-Jean Port Joli: nommés pour agir conjointement et à compter du 1er juillet 1947, sous le nom de Bernier et Dubé, en qualité de registrateur de la division d'enregistrement de L'Islet.

M. Emile Poulin, marchand, de St-Vianney, comté de Matapédia: juge de paix pour le district judiciaire de Rimouski.

M. Luc Allaire, cultivateur et gérant de la Coopérative de St-Vianney, St-Vianney, comté de Matapédia: juge de paix pour le district judiciaire de Rimouski.

MM. Peter Robert Balenko, employé à la Commission d'assurance-chômage, 2752 Boulevard Pie IX, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Raoul Pigeon, employé du Département des terres et forêts, 41, Chemin Ste-Foy, Québec: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, et Antonio Gauthier, enquêteur à la Commission des pensions de vieillesse, 58 rue Champlain, Valleyfield: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois: Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de

## Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec June, 4, 1947.

Mr. Jean-Charles Marchand, of St-Jérôme, prothonotary of the Superior Court for the district of Terrebonne and member of the Bar of the Province: Kings' Counsel.

Quebec, June 11, 1947.

Mr. J. A. Piette, of Joliette, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, May 28, 1947.

Mr. Henri-Philippe Hould, 1417 1st Avenue, Quebec: to be assistant manager for the Quebec Liquor Commission, at Quebec, as from June 9, 1947, inclusive.

Quebec, June 18, 1947.

Mr. Gerald M. Almond, advocate and King's Counsel, practising in the city of Montreal: to be a Judge of the Court of the Sessions of the Peace, with residence in the city of Montreal or the environs, as from July 1, 1947.

Mr. Jacques Viau, advocate, practising in the city of Montreal: to be recorder for the city of Lachine and recorder for the town of Dorval, as from July 15, 1947.

Messrs. Paul-Henri Bernier, of L'Islet, and J. Alfred Dubé, secretary-treasurer of St-Jean Port Joli: appointed to act jointly, as from July 1, 1947, under the name of "Bernier et Dubé", as registrar for the registration division of L'Islet.

Mr. Emile Poulin, merchant, of St-Vianney, county of Matapédia: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Rimouski.

Mr. Luc Allaire, farmer and manager of the "Coopérative de St-Vianney", of St-Vianney county of Matapédia: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Rimouski.

Messrs. Peter Robert Balenko, employee of the Unemployment Insurance Commission, 2752 Boulevard Pie IX, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Raoul Pigeon, employee of the Department of Lands and Forests, 41 St. Foy Road, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, and Antonio Gauthier, investigator on the Old Age Pensions Commission, 58 Champlain Street, Valleyfield: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such

l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Paul-Emile Roy, gérant de coopérative, de Tring-Jonction, comté de Beauce: juge de paix pour le district judiciaire de Beauce.

19777-o

for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, Chapter 15).

Mr. Paul-Emile Roy, manager of a cooperative, of Tring-Jonction, county of Beauce: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Beauce.

19777

## Sièges sociaux

### BAKER ESTATES LIMITED

Avis est donné par les présentes que Baker Estates Limited incorporée par lettres patentes en vertu de la première partie de la loi des Compagnies de Québec, le 31 mai 1947, a établi son bureau principal au No 70, de la rue Dalhousie, en la cité de Québec.

Daté à Québec, le 5 juin, 1947.

Le Président,

19734-o

ALBERT G. BAKER

### EDIFICE ST-JEAN INC.

#### AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL

Avis est donné que la compagnie "Édifice St-Jean Inc.", constituée en corporation sous la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du onzième jour de juin 1947, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 150 de la rue St-Jean, en la dite cité.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 18ème jour de juin 1947.

Les Procureurs de la Compagnie,

19735-o

LÉTOURNEAU, KIEFFER &amp; JOHNSTON.

Province de Québec—District de Montréal

### LA COMPAGNIE DE TRANSPORT PIERREFONDS TRANSPORT COMPANY LIMITED—LIMITED

Avis est par les présentes donné que la Compagnie de Transport Pierrefonds Transport Company Limited—Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 juin 1947, et ayant son siège social en la ville de Roxboro, a établi son bureau au numéro 10,000, ouest, boulevard Gouin, Roxboro, Qué.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Roxboro, ce 7 juillet 1947.

Le Président,

19750-o

RENÉ DUSSAULT.

## Soumissions

### VILLE DE PORT-ALFRED

#### ERRATUM

Dans l'avis de cette municipalité publié dans la Gazette Officielle de Québec, du 28 juin 1947, à la page 1771, au premier paragraphe, version anglaise, veuillez lire: "Thursday, the 17th of July, 1947", au lieu de "Monday, the 17th of July, 1947".

## Head Offices

### BAKER ESTATES LIMITED

Notice is hereby given that Baker Estates Limited incorporated by letters patent under the provisions of the First Part of the Quebec Company's Act on the 31st day of May 1947, has established its head office at 70, Dalhousie Street in the city of Quebec.

Dated, Quebec, June the 5th, 1947.

ALBERT G. BAKER,

19734-o

President.

### EDIFICE ST-JEAN INC.

#### NOTICE OF SITUATION OF HEAD OFFICE

Notice is given that the company "Edifice St-Jean Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, under date of the eleventh day of June, 1947, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 150 St-Jean Street, in the said city.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Quebec, this 18th day of June, 1947.

LÉTOURNEAU, KIEFFER & JOHNSTON,

19735

Attorneys for the company.

Province of Quebec—District of Montreal

### LA COMPAGNIE DE TRANSPORT PIERREFONDS TRANSPORT COMPANY LIMITED—LIMITED

Notice is hereby given that La Compagnie de Transport Pierrefonds Transport Company Limited—Limited, incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 5th of June 1947, and having its head office in the Town of Roxboro, has established its head office at 10,000 Boulevard Gouin West, Roxboro, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Roxboro, this 7th day of July, 1947.

RENÉ DUSSAULT,

19750-o

Président.

## Tenders

### TOWN OF PORT-ALFRED

#### ERRATUM

In the notice concerning this municipality, published in the Quebec Official Gazette of June 28, 1947, on page 1771, in the first paragraph of the English version, please read: "Thursday, the 17th of July, 1947", instead of "Monday, the 17th of July, 1947".

Province de Québec

VILLE DE ROUYN

Avis public est par les présentes donné que la ville de Rouyn recevra jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le 11 août 1947, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" pour l'achat de \$150,000.00 d'obligations émises en vertu de son règlement N° 236.

Ces obligations seront datées du 1er mai 1947, et écherront en séries, en vingt ans, suivant le tableau ci-après:

Date	Capital
1948	\$7,500.00
1949	7,500.00
1950	7,500.00
1951	7,500.00
1952	7,500.00
1953	7,500.00
1954	7,500.00
1955	7,500.00
1956	7,500.00
1957	7,500.00
1958	7,500.00
1959	7,500.00
1960	7,500.00
1961	7,500.00
1962	7,500.00
1963	7,500.00
1964	7,500.00
1965	7,500.00
1966	7,500.00
1967	7,500.00

Ces obligations seront émises en coupures au choix de l'acquéreur.

L'intérêt sur ces obligations sera de 3% payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, sur préavis de pas moins de trente ni plus de soixante jours avant la date du rachat, lequel avis sera publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Ville de Rouyn pour un montant égal à 1% de celui de la soumission, lequel dépôt ne portera pas intérêt.

La Ville de Rouyn se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Daté à Rouyn, ce 4ième jour de juillet 1947.

Le Secrétaire-trésorier,  
DONAT-D. DESILETS.

19743-o

Province of Quebec

TOWN OF ROUYN

Public notice is hereby given that the Town of Rouyn will receive, up to five o'clock in the afternoon, Monday, the 11th day of August, 1947, at the office of the undersigned, sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", for the purchase of \$150,000 of bonds issued under its By-law No. 236.

The said bonds will be dated the 1st day of May, 1947, and will mature serially, in twenty years, according to the following table:

Date	Capital
1948	\$7,500.00
1949	7,500.00
1950	7,500.00
1951	7,500.00
1952	7,500.00
1953	7,500.00
1954	7,500.00
1955	7,500.00
1956	7,500.00
1957	7,500.00
1958	7,500.00
1959	7,500.00
1960	7,500.00
1961	7,500.00
1962	7,500.00
1963	7,500.00
1964	7,500.00
1965	7,500.00
1966	7,500.00
1967	7,500.00

The said bonds will be issued in denominations at the option of the purchaser.

Interest on said bonds will be payable 3% semi-annually on the 1st of May and 1st of November of each year. Capital and interest will be payable at all branches, in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, upon previous notice of not less than thirty nor more than sixty days before the date of redemption, said notice to be published once in the *Quebec Official Gazette*.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque made to the order of the Town of Rouyn for an amount equal to 1% of that of the tender, this deposit shall bear no interest.

The Town of Rouyn does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Dated at Rouyn, this 4th day of July, 1947.

DONAT-D. DESILETS,  
Secretary-treasurer.

19743

Province of Québec

VILLE DE MAGOG

Avis public est, par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures p.m., le samedi 26 juillet 1947, pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la ville de Magog, datées du 1er novembre 1946 et remboursables en séries du 1er novembre 1947 au 1er novembre 1966 inclusivement.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt à 2½ et 2¾% au choix, payable semi annuellement les 1er mai et

Province of Quebec

TOWN OF MAGOG

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds", will be received by the undersigned up to 5 o'clock p.m., Saturday the 26th of July, 1947, for the purchase of \$100,000 of bonds of the town of Magog, dated November 1, 1946, and redeemable serially from the 1st of November 1947, to the 1st of November 1966, inclusively.

Tenders may be made for bonds bearing interest at 2½ and 2¾% optionally, payable semi-annually the 1st of May and November of each

novembre de chaque année. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier selon les échéances.

Le capital et les intérêts sont payables au bureau principal, à Montréal, de la banque mentionnée dans les procédures du règlement No 259 de la ville de Magog, ou dans aucune des succursales de ladite banque à Québec ou Magog.

Ces obligations sont susceptibles d'être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêts, sous l'autorité du chap. 212 S.R.Q., 1941.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus ou accrus sur les obligations au moment de la livraison.

Les soumissions seront ouvertes et seront considérées à une séance spéciale du conseil qui sera tenue à 7.30 p.m., samedi le 26 juillet 1947, à la salle municipale de la ville de Magog.

Le Conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tableau des échéances:—

1947	\$3000.00
1948	3000.00
1949	3000.00
1950	3000.00
1951	3000.00
1952	3000.00
1953	3000.00
1854	3000.00
1955	3000.00
1956	3000.00
1957	6000.00
1958	6000.00
1959	6000.00
1960	6000.00
1961	7000.00
1962	7000.00
1963	7000.00
1964	8000.00
1965	8000.00
1966	9000.00

Magog, ce 4 juillet 1947.

Le Secrétaire-trésorier,  
A. GIRARD.

19736-o

MUNICIPALITÉ DE VILLE ST-JOSEPH, COMTÉ DE DRUMMOND

Avis public, est par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mercredi, le 6 août 1947, pour l'achat de \$70,000.00 d'obligations de la municipalité de Ville St-Joseph, comté de Drummond, datées du 1er juillet 1947 et remboursables en séries du 1er juillet 1948 au 1er juillet 1967 inclusivement.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt, au choix, à 2½%, à 2¾% ou à 3%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission où il pourra varier selon les échéances.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque mentionnée dans les procédures d'emprunt, à Ville St-Joseph, à Montréal ou à Québec.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, statuts révisés de Québec 1941; cependant, si tel rachat

year. The rate offered may be the same for the whole issue or may vary according to maturities.

Capital and interest will be payable at the head office, at Montreal, of the bank mentioned in the procedures of By-law No. 259 of the town of Magog, or at any of the branches of the said bank at Quebec or Magog.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of Chap. 212, R.S.Q., 1941.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the council to be held at 7.30 p.m. on Saturday the 26th of July, 1947, at the Municipal Hall of the town of Magog.

The Municipal Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Table of maturities:—

1947	\$3000.00
1948	3000.00
1949	3000.00
1950	3000.00
1951	3000.00
1952	3000.00
1953	3000.00
1954	3000.00
1955	3000.00
1956	3000.00
1957	6000.00
1958	6000.00
1959	6000.00
1960	6000.00
1961	7000.00
1962	7000.00
1963	7000.00
1964	8000.00
1965	8000.00
1966	9000.00

Magog, this 4th of July, 1947.

A. GIRARD,  
Secretary-treasurer.

19736

MUNICIPALITY OF THE TOWN ST-JOSEPH COUNTY OF DRUMMOND

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 5 o'clock in the afternoon, Wednesday the 6th of August 1947, for purchase of \$70,000.00 of bonds of the municipality of Ville St-Joseph, dated from the 1st of July 1947 and redeemable serially from the 1st of July 1948 to the 1st of July 1967 inclusively.

Tenders may be made for bonds bearing interest, optionally, at 2½%, 2¾% ou 3% payable semi-annually the 1st of July and the 1st of January of each year. The rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Capital and interest payable at the Bank mentioned in the loan procedure, at Ville St-Joseph, Montreal of Quebec.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if redemption be par-

est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du conseil qui sera tenue le 6 août 1947, à 8 heures du soir, à la salle de l'hôtel-de-Ville St-Joseph.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Ville St-Joseph, comté de Drummond, le 5 juillet 1947.

Le Secrétaire-trésorier,  
PAUL ROUSSEAU.

19752-o

Province de Québec

VILLE DE RIMOUSKI

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le 2<sup>se</sup> jour de juillet 1947, pour l'achat de \$496,100.00 d'obligations de la ville de Rimouski, datées du 1<sup>er</sup> juin 1947 et remboursables en séries du 1<sup>er</sup> juin 1948 au 1<sup>er</sup> juin 1972 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1<sup>er</sup> décembre et 1<sup>er</sup> juin de chaque année, comme suit:

1 <sup>er</sup> juin 1948	\$ 100.00
1 <sup>er</sup> juin 1949	1,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1950	3,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1951	8,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1952	9,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1953	10,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1954	10,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1955	10,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1956	17,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1957	17,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1958	17,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1959	17,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1960	17,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1961	19,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1962	19,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1963	20,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1964	21,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1965	23,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1966	24,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1967	25,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1968	26,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1969	35,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1970	41,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1971	53,000.00
1 <sup>er</sup> juin 1972	54,000.00
	<hr/>
	\$496,100.00

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal, Québec ou Rimouski.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

It shall effect the furthest dated and the highest numbers.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council on the 6th of August 1947, at 8 o'clock in the afternoon, at the hall of Ville St-Joseph.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Ville St-Joseph, County of Drummond, this 5th day of July 1947.

PAUL ROUSSEAU,  
Secretary-Treasurer.

19752-o

Province of Quebec

TOWN OF RIMOUSKI

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday, the 28th day of July, 1947, for the purchase of \$496,100 of bonds of the Town of Rimouski, dated the 1st of June, 1947, and redeemable serially the 1st of June, 1948, to the 1st of June 1972, inclusively, with interest at 3% per annum, payable semi-annually the 1st of December and 1st of June of each year, as follows:

1st June 1948	\$ 100.00
1st June 1949	1,000.00
1st June 1950	3,000.00
1st June 1951	8,000.00
1st June 1952	9,000.00
1st June 1953	10,000.00
1st June 1954	10,000.00
1st June 1955	10,000.00
1st June 1956	17,000.00
1st June 1957	17,000.00
1st June 1958	17,000.00
1st June 1959	17,000.00
1st June 1960	17,000.00
1st June 1961	19,000.00
1st June 1962	19,000.00
1st June 1963	20,000.00
1st June 1964	21,000.00
1st June 1965	23,000.00
1st June 1966	24,000.00
1st June 1967	25,000.00
1st June 1968	26,000.00
1st June 1969	35,000.00
1st June 1970	41,000.00
1st June 1971	53,000.00
1st June 1972	54,000.00
	<hr/>
	\$496,100.00

Capital and interest will be payable at Montréal, Québec or Rimouski.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Québec, 1941, however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to their time of delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 28e jour de juillet 1947, à 8 heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Rimouski, (Rimouski), ce neuvième jour de juillet 1947.

19751-o Le Greffier,  
GEORGES D'AUTEUIL.

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi (heure avancée) lundi, le 28 juillet 1947, pour l'achat des obligations suivantes de la cité de Sherbrooke:

a) Règlement N° 632, \$55,000., datées du 1er juillet 1947 et remboursables en séries du 1er juillet 1948 au 1er juillet 1967 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les premiers janvier et premier juillet de chaque année;

b) Règlement N° 668, \$365,000., datées du 1er avril 1947 et remboursables en séries du 1er avril 1948 au 1er avril 1967 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les premiers avril et premier octobre de chaque année.

Les soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix à 1 $\frac{3}{4}$ %, 2%, 2 $\frac{1}{4}$ %, 2 $\frac{1}{2}$ % ou 2 $\frac{3}{4}$ % et le taux offert peut être le même pour le total de chacune de ces deux émissions ou varier suivant l'échéance.

Le capital et les intérêts seront payables au choix du porteur à Sherbrooke, Québec et Montréal. L'émission de \$55,000. faite en vertu du règlement N° 632 comprendra cinquante-cinq (55) obligations de \$1,000. chacune et l'émission de \$365,000., faite en vertu du règlement N° 668 comprendra trois cents (300) obligations de \$1,000 chacune et cent trente (130) obligations de \$500. chacune. Les dites obligations pourront être enregistrées gratuitement, quant au capital, au bureau du soussigné et la livraison des titres sera faite dans le mois suivant l'adjudication.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, fait à l'ordre de la cité de Sherbrooke, égal à 1% du montant du total des deux émissions et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus.

Les soumissions seront prises en considération à une séance du Conseil spécialement convoquée à cette fin, lundi le 28 juillet 1947, à cinq heures p.m., dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville, ou aux ajournements de la dite séance spéciale.

La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce huitième jour de juillet 1947.

19742-o Le Greffier,  
ANT. DESLAURIERS.

These tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the Council to be held on the 28th day of July, 1947, at 8 o'clock in the evening, at the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Rimouski, (Rimouski), this ninth day of July, 1947.

19751 GEORGES D'AUTEUIL,  
Clerk.

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that written, sealed tenders, endorsed "Tender for bonds" will be received by the undersigned, until 5 o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time) Monday, July 28th 1947, for the purchase of the following City of Sherbrooke bonds:

a) By-law No. 632, \$55,000., dated July 1st 1947 and maturing in series from July 1st 1948 to July 1st 1967 inclusively, interest payable semi-annually on the first day of January and July, each year;

b) By-law No. 668, \$365,000., dated April 1st 1947 and maturing in series from April 1st 1948 to April 1st 1967 inclusively, interest payable semi-annually on the first day of April and October, each year.

Bids can be made for bonds bearing interest optionally at 1 $\frac{3}{4}$ %, 2%, 2 $\frac{1}{4}$ %, 2 $\frac{1}{2}$ % or 2 $\frac{3}{4}$ % and the price offered can be the same for the total of each of these two issues or vary according to maturity.

Capital and interest payable at the holder's option at Sherbrooke, Quebec and Montreal. The issue of \$55,000., made in virtue of By-law No. 632 shall include fifty-five (55) bonds of \$1,000. each and the issue of \$365,000., made in virtue of By-law No. 668 shall include three hundred bonds (300) at \$1,000. each and one hundred and thirty bonds (130) at \$500. each. The said bonds may be registered free of charge, as to capital, at the office of the undersigned and the bonds shall be delivered during the month following the acceptance of the tender.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at part, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, payable to the order of the City of Sherbrooke, equal to 1% of the total amount of the two issues and must specify if the price offered includes or does not include accrued interest.

Tenders will be considered at a special meeting of the Council to be held on Monday, July 28th 1947, at 5 p.m., in the Council Room, at the City Hall, or at the adjournments of the said special meeting.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 8th day of July 1947.

19742-o ANT. DESLAURIERS,  
City Clerk.

**Vente par licitation**

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la cour supérieure.

**AVIS DE LICITATION**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, dans et pour le district de Québec, le 23 juin courant, dans une cause portant le numéro 52012 des dossiers de la dite Cour, dans laquelle Alfred Giroux, de Québec, marchand de charbon, est demandeur, et ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit:

"Un terrain situé sur le côté sud de la rue St Jean en la cité de Québec, borné vers le nord, par la rue St. Jean, vers l'est, par le lot numéro 3798-1, vers le sud, par le lot numéro 3797, vers l'ouest, par la rue Claire-Fontaine, mesurant vingt-quatre pieds et quatre pouces sur la rue St. Jean, quatre-vingt-deux pieds sur la ligne qui le divise du lot numéro 3798-1, vingt-neuf pieds sur la ligne qui le divise du lot numéro 3797, soixante-et-dix sept pieds sur la rue Claire-Fontaine, contenant en superficie deux mille soixante et seize pieds, mesure anglaise, connu comme étant le lot numéro trois mille sept cent quatre-vingt-dix-huit-deux (3798-2) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, avec bâtisses dessus construites, avec les droits de mitoyenneté dans les murs actuels, dans toutes leur hauteur, leur longueur, et leur épaisseur, et sur le terrain sur lequel ils sont construits, séparant le dit lot trois mille sept cent quatre-vingt-dix-huit-deux (3798-2) et le lot trois mille sept cent quatre-vingt-dix-huit-un (3798-1) du dit cadastre, lesquels murs ainsi que le terrain sur lequel ils sont construits seront à l'avenir mitoyens entre les deux dits lots, la maison y érigée portant les numéros municipaux 475, rue St. Jean, et 3 rue Claire-Fontaine, Québec";

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le JEUDI SEPTIÈME jour d'AOUT prochain (1947) à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée, au Bureau du Protonotaire de la dite Cour au Palais de Justice en la cité de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le Cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 27 juin, 1947.

Le Procureur du Demandeur,  
ÉDOUARD LAVERGNE, Avocat,  
19696-27-2-o 126 rue St. Pierre, Québec.

**Sale by Licitiation**

Canada, province of Quebec, district of Quebec, in the superior court.

**NOTICE OF LICITATION**

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment rendered by the Superior Court in and for the district of Quebec, on the 23rd day of June instant, in a cause bearing number 52012 of the records of the said Court, in which Alfred Giroux, coal dealer is plaintiff, and ordering the licitation of an immoveable described as follows to wit:

"A piece of land situate on the south side of St. John Street in the city of Quebec, bounded towards the north by St. John Street, towards the east, by lot Number 3798-1, towards the south, by lot Number 3797, towards the west, by Claire-Fontaine, street, measuring twenty-four feet and four inches, on St. John street, eighty-two feet, on the line which divide it from lot number 3798-1, twenty-nine feet on the line which divide it from lot number 3797, seventy-seven feet on Claire-Fontaine street, containing in superficial area two Thousand and seventy-six feet english measurement, known and designated as being lot number three thousand seven hundred and ninety eight-two (3798-2) on the plan and in the official book of reference for Montcalm ward, City of Quebec, with the buildings thereon erected with the mitoyen rights in the existing walls, in all their height, their length and their thickness, and on the ground on which they are built, dividing the said lot number three thousand seven hundred and ninety eight-two (3798-2) and lot number three thousand seven hundred and ninety-eight-one (3798-1) of the said cadastre, which walls as well as the ground on which they are built shall be mitoyen in the future between the two said lots, the house thereon erected bearing municipal numbers 475, St. John street, and 3 Claire-Fontaine street";

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on THURSDAY, the SEVENTH day of AUGUST next (1947), at TEN of the clock in the forenoon, (daylight saving time) at the office of the Prothonotary of the said Superior Court, at the Court House, in the city of Quebec, subject to the charges, and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Quebec, June 27th, 1947.

ÉDOUARD LAVERGNE, Advocate,  
Attorney for Plaintiff,  
19696-27-2-o 126, St. Pierre Street, Québec.

**Vente pour taxes**

Province de Québec—District de Chicoutimi

COMMISSION SCOLAIRE DE CANTON TACHÉ

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté

**Sale for Taxes**

Province of Quebec—District of Chicoutimi

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWNSHIP TACHÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order dated the

en date du VINGT-SEPT JUIN 1947, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire du canton Taché (Saint-Nazaire), avec intérêts et frais, et qu'en conséquence le dit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle publique de Saint-Nazaire, le 29 juillet 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, ledit immeuble sera exclu de la vente si tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires non consolidées sont payées avant le moment de la vente.

P. Martel.—Un terrain faisant partie des lots 42 et 43, rang 5, au cadastre officiel du canton Taché, mesurant 140 pieds de largeur, au sud et au nord, sur 210 pieds de profondeur, plus ou moins, borné comme suit: au sud, au chemin public; au nord, à une coulée faisant partie dudit lot, à l'ouest, au terrain de Adélar Brassard ou représentants ou encore au résidu du lot 43; à l'est, au terrain de Mme Joseph Fortin ou représentants ou encore au résidu du lot 42.

Ledit terrain sera vendu avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes, actives et passives apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Nazaire, ce 30ème jour de juin 1947.

Le Secrétaire-trésorier,  
19701-27-2-o J. A. TREMBLAY.

TWENTY-SEVENTH of JUNE, 1947, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), so sell the immovable hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due to School Commission of the Township Taché (Saint-Nazaire), with interest and costs, and that consequently the said immovable will be sold by public auction in the public hall of Saint-Nazaire, on the 29th of July, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable will be excluded from the sale if all payments due on consolidated school taxes and all non-consolidated school taxes be paid before the sale.

P. Martel.—A lot of land forming part of lots 42 and 43, range 5, of the official cadastre for the Township Taché, measuring 140 feet in width, on the south and north, by 210 feet in depth, more or less, bounded as follows: on the south, by the public road; on the north, by a "coulée" forming part of said lot, on the west, by the land of Adélar Brassard or representatives or the residue of lot 43; on the east, by the land of Mme Joseph Fortin or representatives or the residue of lot 42.

The said lot of land to be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes affecting the same.

The purchase price of the said immovable will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Nazaire, this 30th day of June, 1947.

J. A. TREMBLAY,  
19701-27-2 Secretary-treasurer.

## VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### HULL

Cour de Circuit, — District de Montréal.  
N° 81882 } CLÉMENT E. LEBLANC et  
                  } ROGER GARIÉPY, de Montréal, marchands, faisant affaires sous la raison sociale de LEBLANC et GARIÉPY et NESSIE SEGAL, comptable de Montréal, fille majeure, cessionnaire du paiement, dette et frais, demandeurs, vs H. MORRISON, autrefois de Montréal et maintenant de Vinoy, Comté de Papineau, district de Hull, défendeur.

Un emplacement dans ledit comté de Papineau, étant et comprenant une partie du lot numéro quinze et une partie du lot numéro seize (Ptie 15 et 16), tous deux du rang "A" aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Suffolk, dans ledit comté, tel emplacement comprenant toute la superficie contenue dans les bornes suivantes, savoir: au nord et à l'est par la ligne de division dudit canton de Suffolk, au sud par Notre-Dame de la Paix, et à l'ouest par le résidu de chacun des lots numéros quinze et seize.

Pour être vendu au bureau d'Enregistrement à Papineauville le QUINZE AOUT prochain, à DEUX heures (heure solaire) de l'après-midi.

Le Shérif,  
19758-28-2-o I. St-PIERRE.  
[Première insertion, 12 juillet 1947]

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### HULL

Circuit Court — District of Montreal  
No. 81882 } CLÉMENT E. LEBLANC and  
                  } ROGER GARIÉPY, of Montreal, merchants, carrying on business under the firm name of LEBLANC et GARIÉPY, and NESSIE SEGAL, accountant of Montreal, spinster, assignee of payment, debt and costs, plaintiffs; vs H. MORRISON, heretofore of Montreal, and now of Vinoy, county of Papineau, district of Hull, defendant.

An emplacement in the said County of Papineau, being and composed of a part of lot number fifteen and of a part of lot number sixteen (Pt.n 15 and 16), both of range "A" on the official Plan, and Book of reference of the Township of Suffolk in the said County, the said emplacement comprising all the area contained within the following boundaries, to wit; to the North and to the East by the division line of the said Township of Suffolk, to the South by Notre-Dame de la Paix, and to the West by the residue of each of said lots numbers Fifteen and Sixteen.

To be sold, at the Registry Office at Papineauville, on the FIFTEENTH of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

I. St PIERRE,  
19758-28-2-o Sheriff.  
[First insertion, July 12, 1947]

**KAMOURASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

District de Kamouraska, } **FLORIAN OUEL-**  
N° 16472 } **LET**, commer-  
çant de bois, de St-Guy, demandeur, vs **WIL-**  
**FRID GAGNON**, eu même lieu défendeur.

"Le lot de terre numéro 28, rang 6, canton Bédard, borné au Nord au chemin de front, au Sud aux terrains de la Couronne, à l'Est au lot d'Edouard Jean et à l'Ouest à la ligne de division de la paroisse de St-Guy, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Guy, R-du-L. **JEUDI**, le **VINGT-QUATRIÈME** jour du mois de **JUILLET**, 1947 à **DEUX** heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, **HENRI MICHAUD**,  
Rivière-du-Loup, le 13 juin 1947 19534-25-2-o  
[Première-insertion, le 21 juin 1947]

Le Shérif,

**KAMOURASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

District of Kamouraska, } **FLORIAN OUEL-**  
No. 16472. } **LET**, lumber  
merchant, of St-Guy, plaintiff; vs **WILFRID**  
**GAGNON**, of the same place, defendant.

"Lot of land number 28, range 6, township Bédard, bounded on the north by the front road, on the south by the Crown lands, on the east by the lot of Edouard Jean and on the west by the division line of the parish of St-Guy — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Guy, R-du-L. on **THURSDAY**, the **TWENTY-FOURTH** day of the month of **JULY**, 1947, at **TWO** o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **HENRI MICHAUD**,  
Rivière-du-Loup, June 13, 1947. 19534-25-2  
[First insertion, June 21, 1947]

Sheriff.

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } **NICK DUSKA**, deman-  
N° 243060 } **deur**, vs **GEORGE**  
**SERBIN**, défendeur.

Un emplacement composé de quatre lots de terrain ayant front sur la rue Barré, en la ville de St-Laurent, connu et désigné sous les numéros cent quatre-vingt-douze; cent quatre-vingt-treize; cent quatre-vingt-quatorze; cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot original numéro deux cent cinquante-quatre (254-192, 193, 194, 195) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 153 rue Barré.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le 24 **JUILLET** prochain à **DIX** heures du matin.

Bureau du Shérif, **L.-P. CAISSE**,  
Montréal, 16 juin 1947. 19535-25-2-o  
[Première insertion, 21 juin 1947]

Le Shérif,

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: } **NICK DUSKA**, Plaintiff  
No. 243060. } vs **GEORGE SERBIN**,  
defendant.

An emplacement composed of four lots of land fronting on Barré Street, in the Town of St-Laurent known and designated under numbers One Hundred Ninety-two; One Hundred Ninety three; One Hundred Ninety-four; One Hundred Ninety-five of the official subdivision of the Original Lot number Two Hundred and Fifty-Four (254-192, 193, 194, 195) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St-Laurent, with building thereon erected bearing civic number 153 Barré Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY-FOURTH** of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **L.-P. CAISSE**,  
Montreal, June 16, 1947. 19535-25-2  
First insertion, June 21, 1947]

Sheriff.

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

S. C. District of Montreal

Montréal, à savoir: } **GEORGE-M. WILSON**,  
N° 252209 } **demandeur**; vs **AR-**  
**NOLD BACON ELDER**, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la Trente-quatrième Avenue en la cité de Lachine, mesurant trente pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, contenant une superficie de trois mille pieds carrés et étant composé:

A) De la subdivision deux cent du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-200) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Lachine, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, contenant une superficie de deux mille cinq cents pieds carrés, et

B) De la partie sud-est de la subdivision deux cent un dudit lot numéro cent-quatre-vingt-quatre (184-201) aux plan et livre de renvoi officiels, cette portion mesurant cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, contenant une superficie de cinq cents pieds carrés et étant borné comme suit: En front par la Trente-quatrième Avenue, en arrière par une ruelle, étant la subdivision deux cent-seize dudit lot (184-216), d'un côté, au nord-ouest, par le résidu de ladite sub-

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

S. C. District of Montreal

Montreal to wit: } **GEORGE M. WILSON**,  
No. 252209 } **Plaintiff**, vs **ARNOLD**  
**BACON ELDER**, Defendant.

An emplacement fronting on Thirty-fourth Avenue in the City of Lachine measuring Thirty feet in width by One hundred feet in depth having an area Three thousand square feet and being composed of:

A) Subdivision two hundred of lot number one hundred and eighty four (184-200) on the official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth having an area of Two thousand five hundred square feet, and of

B) The south-easterly portion of Subdivision Two hundred and one of the said lot number one hundred and eighty-four (184-201) in the said Official Plan and Book of Reference, the said portion measuring five feet in width by one hundred feet in depth having an area of Five hundred square feet and being bounded as follows; In front by Thirty-fourth Avenue in rear by a lane being Subdivision Two hundred and sixteen of the said lot (184-216), on one side to the North-

division deux cent-un dudit lot (184-201) et de l'autre côté, au sud-est, par ladite subdivision deux cent dudit lot (184-200).

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 270 (autrefois 110) de ladite trent-quatrième Avenue, dont le mur nord-ouest est mitoyen. Avec droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière étant la subdivision deux cent-seize dudit lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-216). Ensemble avec droit de passage en voiture et avec animaux, en tout temps, en commun avec le propriétaire des emplacements avoisinants celui sus-décrié, sur le côté sud-est dans un passage ayant une largeur de huit pieds sur une profondeur de quatre-vingts pieds de la ligne de la Trente-quatrième Avenue, ledit passage étant composé de:

Une lisière de terre étant la partie sud-est de la subdivision deux cent, contenant une largeur de quatre pieds sur ladite profondeur de quatre-vingts pieds; et d'une lisière de terre d'une semblable largeur de quatre pieds, étant la partie nord-ouest de la subdivision cent quatre-vingt-dix-neuf dudit lot numéro cent quatre-vingt-quatre, et contenant une pareille profondeur de quatre-vingts pieds, le tout tel que décrit dans un acte passé entre Ferry Gardens Ltd., et Arnold B. Elder, et enregistré au bureau d'Enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 113090, avec droit de vue directe et de lumière dans et sur ledit passage, consenti en faveur de ladite propriété ci-dessus décrite en vertu d'un certain acte de Création de Servitude passé par George-C. Shepherd devant Randolph-H. Bridgman, notaire, le dix-neuvième jour du mois de mars, mil neuf cent vingt-six et enregistré au bureau d'enregistrement le vingt-cinquième jour de mars, mil neuf cent vingt-six, sous le numéro 107557.

Les mesures ci-dessus sont au pied anglais et plus ou moins:

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
L.-P. CAISSE.  
Montréal, 9 juillet 1947. 19767-28-2  
[Première insertion, 12 juillet 1947]

West by the remainder of the said Subdivision Town hundred and one of the said lot (184-201) and on the other side to the South-east by the said Subdivision Two hundred of the said lot (184-200).

With the building thereon erected bearing the Civic Number 270 (formerly 110) of the said Thirty-fourth Avenue, whereof the North-west wall is *mitoyen*. With the right of passage in common with others having rights therein in the lane in rear being Subdivision Two hundred and sixteen of the said lot Number one hundred and eighty-four (184-216) Together with the right of passage with vehicles and animals at all times in common with the proprietor of the emplacements adjoining that above described on the South-easterly side in a passageway containing a width of Eight feet by a depth of Eighty feet from the line of said Thirty-fourth Avenue the said passageway being composed of:

A strip of land being the South-easterly portion of said Subdivision Two hundred containing a width of Four feet by said depth of Eighty feet; and of a strip of land of a similar width of four feet being the North-westerly portion of Subdivision One hundred and ninety-nine of said lot number One hundred and eighty-four and containing a similar depth of Eighty feet the whole as set out in a deed executed between Ferry Gardens Ltd and Arnold B. Elder and registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal, under the number 113090 in over an upon which said passageway right of light and direct view was granted in favour of said property herein above described in virtue of a certain Deed of Creation of Servitude executed by George. C. Shepherd before Randolph H. Bridgman, notary, on the Nineteenth day of March Nineteen Hundred and Twenty-six and registered in the said Registry Office on the Twenty-fifth day of March, Nineteen Hundred and Twenty-six under the Number 107,557.

All the above measurements are English Measure and more or less:

To be sold at my office, on the city of Montreal, on the 14th. day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
Montreal, July 9th, 1947. 19767-28-2  
[First insertion, July 12, 1947]

QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } GEORGES DE L. DE-  
N° 52-235. } MERS, avocat, dûment  
autorisé à pratiquer dans la province de Québec,  
et domicilié en la cité de Québec, contre PHILIPPE  
BRETON, journalier, de Québec-Ouest,  
domicilié à 324, Avenue Turcotte, à savoir:

Les subdivisions Nos 245 et 246 (deux cent quarante-cinq et deux cent quarante six) du lot N° 2439 (deux mille quatre cent trente-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant des emplacements situés sur l'avenue Turcotte, maintenant de la ville de Québec-Ouest, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge par l'acquéreur de payer à la ville de Québec-Ouest la somme de \$185.15 pour taxes et arrérages.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Recouvrance (Québec-Ouest), le PREMIER jour d'AOUT prochain,

QUEBEC

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: } GEORGES DE L. DE-  
No. 52-235. } MERS, advöcate, duly  
authorized to practise in the Province of Quebec  
and domiciled in the city of Quebec; against  
PHILIPPE BRETON, labourer, of Quebec-  
West, domiciled at 324 Turcotte Avenue, to wit:

Subdivisions Nos 245 and 246 (two hundred and forty-five and two hundred and forty-six) of lot No. 2439 (two thousand four hundred and thirty-nine) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being emplacements situate on Turcotte Avenue, now of the Town of Quebec-West, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to payment, by the purchaser, to the Town of Quebec-West, of the sum of \$185.15 for taxes and arrears.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Recouvrance (Quebec-West) on the FIRST day of AUGUST next, at TEN

à DIX heures de l'avant-midi. (Heure avancée). o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).  
 Le Shérif, L. LAPIERRE, Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.  
 Bureau du Shérif, Québec, 25 juin 1947. 19622-26-2-o Québec, June 25, 1947. 19622-26-2  
 [Première insertion: 28 juin 1947] [First insertion: June 28, 1947]  
 [Seconde insertion: 12 juillet 1947] [Second insertion: July 12, 1947]

**TÉMISCAMINGUE**

**TÉMISCAMINGUE**

Cour Supérieure — District de Témiscamingue  
 N° R-566 } J. A. BOIVSERT, épicier, marchand  
 de Rouyn, district d'Abitibi, de-  
 mandeur vs GEORGES THIBAUT & al, jour-  
 nalier de Latulipe district de Témiscamingue,  
 défendeurs.

Superior Court — District of Témiscamingue  
 No. R-566 } J. A. BOISVERT, grocer-merchant,  
 of Rouyn, district of Abitibi,  
 plaintiff; vs GEORGES THIBAUT & al, labo-  
 rer, of Latulipe, district of Temiscamingue, dé-  
 fendants.

Comme appartenant aux défendeurs.  
 Un emplacement de village, situé dans le village  
 de Latulipe, comté de Témiscamingue, connu et  
 désigné sous le N° partie du lot 22, dans le rang 7  
 Latulipe ainsi borné: à l'est par la propriété Bé-  
 langer, à l'ouest et au nord par la propriété de  
 Charles Brassard et au sud par la rue principale  
 du village de Latulipe; d'une grandeur d'environ  
 50 x 100 pieds plus ou moins ainsi que la maison  
 et dépendances bâties sur cet emplacement.

As belonging to the defendants:  
 A village emplacement, situate in the village  
 of Latulipe, county of Témiscamingue, known  
 and designated as a part of lot No. 22, in range  
 7 of Latulipe, bounded as follows: on the east by  
 the Bélanger property, on the west and north by  
 the property of Charles Brassard and on the  
 south by the main street of the village of Latu-  
 lipe; measuring about 50x100 feet, more or less,  
 with the house and dependencies thereon erected.

Pour être vendue à la porte de l'église de la  
 paroisse de Latulipe le 13 AOUT 1947 à DIX  
 heures du matin.

To be sold, at the church door of the parish of  
 Latulipe, on the THIRTEENTH of AUGUST,  
 1947, at TEN o'clock of the forenoon.

Le Shérif, JULES GRENIER.  
 Bureau du Shérif, Ville-Marie, le 3 juillet 1947. 19759-28-2-o  
 [Première insertion le 12 juillet 1947]

Sheriff's Office, JULES GRENIER, Sheriff.  
 Ville-Marie, July 3, 1947. 19759-28-2  
 [First insertion, July 12, 1947]

**Index de la Gazette officielle  
 de Québec, N° 28**

**Index of the Quebec Official  
 Gazette, No. 28**

**ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:**

**ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:**

Smith vs Rivest ..... 1849

Smith vs Rivest ..... 1849

**ARRÊTÉS EN CONSEIL:**

**ORDERS IN COUNCIL:**

1073, section "A" — Établissements  
 commerciaux dans la ville de Mégan-  
 tic ..... 1849

1073, part "A" — Commercial Estab-  
 lishments in the Town of Megan-  
 tic ..... 1849

1073, section "B" — Comité paritaire  
 du commerce de détail des Cantons de  
 l'Est ..... 1849

1073, part "B" — Eastern Townships  
 Retailers' Joint Committee ..... 1849

**AVIS AUX INTÉRESSÉS:**

**NOTICE TO INTERESTED PARTIES:**

**AVIS DIVERS:**

**MISCELLANEOUS NOTICES:**

Canadian Devices Limited (Directeurs) 1853

Canadian Devices Limited (Directors). 1853

Hebecourt Corporation (Règlement)... 1852

Hebecourt Corporation (By-Law)..... 1852

J.-J. Joubert Limitée (Directeurs)..... 1850

J.-J. Joubert Limitée (Directors)..... 1850

La Caisse Populaire de Gallichan  
 (Fondation)..... 1851

La Caisse Populaire de Gallichan  
 (Foundation)..... 1851

Lake St. John Power & Paper Com-  
 pany Limited (Directeurs)..... 1853

Lake St. John Power & Paper Com-  
 pany Limited (Directors) ..... 1853

L'Alliance des Infirmières de Montréal  
 (Nom changé)..... 1851

L'Alliance des Infirmières de Montréal  
 (Name changed)..... 1851

L'Association Catholique des Institu-  
 trices de Longueuil (Nom changé)... 1852

L'Association Catholique des Institu-  
 trices de Longueuil (Name changed) 1852

L'Association des Constructeurs de La  
 Mauricie, Inc. (Formation)..... 1851

L'Association des Constructeurs de La  
 Mauricie, Inc. (Formation)..... 1851

Les Travailleurs Unis de St-Lambert  
 (Formation)..... 1853

Les Travailleurs Unis de St-Lambert  
 (Formation)..... 1853

Le Syndicat Catholique des Ouvriers  
 de l'Industrie de la Pierre de Saint-  
 Marc-des-Carières Inc. (Nom chan-  
 gé)..... 1852

Le Syndicat Catholique des Ouvriers  
 de l'Industrie de la Pierre de Saint-  
 Marc-des-Carières Inc. (Name chang-  
 ed)..... 1852

Quebec Packers Limited (Distribution de l'actif).....	1850	Quebec Packers Limited (Distribution of the assets).....	1850
St-Félicien, ville de (Changement de date des élections).....	1850	St-Félicien, town of (Change of date of elections).....	1850
St. Francis Mining Company, Limited (Règlement).....	1854	St. Francis Mining Company, Limited (By-Law).....	1854
Syndicat d'Ecurie de Ste-Louise (Fondation).....	1851	Syndicat d'Ecurie de Ste-Louise (Foundation).....	1851
Syndicat de Travail La Rédemption (Fondation).....	1853	Syndicat de Travail La Rédemption (Foundation).....	1853
T. Hethrington Limited (Directeurs)...	1854	T. Hethrington Limited (Directors)...	1854
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTERS — SURRENDER OF:</b>	
Algray Mines (Quebec) Limited.....	1855	Algray Mines (Quebec) Limited.....	1855
Les Salons Mogador Inc.....	1854	Les Salons Mogador Inc.....	1854
Syndicat des Tabacs du St-Maurice....	1855	Syndicat des Tabacs du St-Maurice....	1855
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AFFAIRES MUNICIPALES:</b>		<b>MUNICIPAL AFFAIRS:</b>	
Palmarolle, munic. de.....	1855	Palmarolle, munic. of.....	1855
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
Conserverie Coopérative de LaSalle....	1855	Conserverie Coopérative de LaSalle....	1855
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles.....	1855	Examination of candidates for the position of Inspector of Schools.....	1855
Stanstead, munic. scolaire du canton de	1856	Stanstead, school munic. of the township of.....	1856
<b>TERRES ET FORÊTS:</b>		<b>LANDS AND FORESTS:</b>	
St-Bruno, paroisse de.....	1856	St-Bruno, parish of.....	1856
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Epiciers-bouchers de la cité de Joliette (Modification).....	1859	Grocers and Butchers of the City of Joliette (Amendment).....	1859
Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville.....	1856	Building Industry in the City of Saint Jean and the Town of Iberville.....	1856
L'Association Nationale Catholique des Maîtres-Cordonniers des Trois-Rivières et District (Avis).....	1857	L'Association Nationale Catholique des Maîtres-Cordonniers des Trois-Rivières et District (Notice).....	1857
<b>TRÉSOR:</b>		<b>TREASURY:</b>	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
The Waterloo Mutual Fire Insurance Company.....	1861	The Waterloo Mutual Fire Insurance Company.....	1861
<b>ERRATUM:</b>		<b>ERRATUM:</b>	
Règles de pratique spéciales de la Cour supérieure du district de Montréal..	1861	Special Rules of Practice for the Superior Court Sitting in the District of Montreal.....	1861
<b>EXAMEN DU BARREAU:</b>		<b>BAR EXAMINATION:</b>	
Richelieu: étude du droit.....	1862	Richelieu: study of law.....	1862
<b>GREFFES DE NOTAIRES:</b>		<b>NOTARIAL RECORDS:</b>	
Grégoire, J.-Maurice, en faveur de....	1862	Grégoire, J.-Maurice, in favour of.....	1862
Poirier, Eugène, en faveur de.....	1862	Poirier, Eugène, in favour of.....	1862
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Alex. Faucher Limitée — Alex. Faucher Limited.....	1840	Alex. Faucher Limitée — Alex. Faucher Limited.....	1840
Canada Concrete Products, Incorporated.....	1841	Canada Concrete Products, Incorporated.....	1841
C and H Importing Co. Ltd.....	1841	C and H Importing Co. Ltd.....	1841

Coret Accessories Inc.....	1841	Coret Accessories Inc.....	1841
Diana Shoe Company Limited — Chaussure Diana Compagnie Limitée	1842	Diana Shoe Company Limited — Chaussure Diana Compagnie Limitée	1842
Diemakers Limited.....	1842	Diemakers Limited.....	1842
Edifice St-Jean Inc.....	1843	Edifice St-Jean Inc.....	1843
Kiwanis Club of St. George, Montreal, Inc.....	1843	Kiwanis Club of St. George, Montreal, Inc.....	1843
La Compagnie de Transport Pierre- fonds Transport Company Limitée- Limited.....	1843	La Compagnie de Transport Pierre- fonds Transport Company Limitée- Limited.....	1843
Laurentian Fur Novelties Inc.....	1844	Laurentian Fur Novelties Inc.....	1844
Le Foyer des Jeunes, (Ltée).....	1844	Le Foyer des Jeunes, (Ltée).....	1844
Les Compositeurs Acme Trade Com- positors Inc.....	1845	Les Compositeurs Acme Trade Com- positors Inc.....	1845
Les Cuirs Mauricien Limitée — The Mauricien Leather Limited.....	1845	Les Cuirs Mauricien Limitée — The Mauricien Leather Limited.....	1845
Montreal Industries & Entreprises Limited.....	1846	Montreal Industries & Entreprises Limited.....	1846
Quebec Ligneris Gold Mines Limited..	1846	Quebec Ligneris Gold Mines Limited..	1846
The Cowex Enterprises Co. Ltd.....	1846	The Cowex Enterprises Co. Ltd.....	1846
United Tailors and Cleaners Associa- tion of Montreal.....	1847	United Tailors and Cleaners Associa- tion of Montreal.....	1847
<b>LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:</b>		<b>SUPPLEMENTARY LETTER PATENT:</b>	
Canada Garnet Limited — Grenat Ca- nada Limitée.....	1847	Canada Garnet Limited — Grenat Ca- nada Limitée.....	1847
<b>LIQUIDATION, AVIS DE :</b>		<b>WINDING UP NOTICE:</b>	
La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Félix-de-Dalquier.....	1862	La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Félix-de-Dalquier.....	1862
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Diverses.....	1863	Miscellaneous.....	1863
<b>SIÈGES SOCIAUX:</b>		<b>HEAD OFFICES:</b>	
Baker Estates Limited.....	1864	Baker Estates Limited.....	1864
Edifice St-Jean Int.....	1864	Edifice St-Jean Inc.....	1864
La Compagnie de Transport Pierrefonds Transport Company Limitée-Limited.	1864	La Compagnie de Transport Pierrefonds Transport Company Limitée-Limited	1864
<b>SOUMISSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
Magog, ville de.....	1860	Magog, town of.....	1860
Port-Alfred, ville de (Erratum).....	1864	Port-Alfred, town of (Erratum).....	1864
Rimouski, ville de.....	1867	Rimouski, town of.....	1867
Rouyn, ville de.....	1865	Rouyn, town of.....	1865
Saint-Joseph, ville de.....	1866	Saint-Joseph, town of.....	1866
Sherbrooke, cité de.....	1868	Sherbrooke, city of.....	1868
<b>VENTE PAR LICITATION:</b>		<b>SALE BY LICITATION:</b>	
Giroux vs Vermette <i>et al.</i> ....	1869	Giroux vs Vermette <i>et al.</i> ....	1869
<b>VENTE POUR TAXES:</b>		<b>SALE FOR TAXES:</b>	
Commission scolaire du Canton Taché.	1869	School Commission of the Township Taché.....	1869
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>HULL:</b>		<b>HULL:</b>	
Leblanc <i>et al</i> vs Morrison.....	1870	Leblanc <i>et al</i> vs Morrison.....	1870
<b>KAMOURASKA:</b>		<b>KAMOURASKA:</b>	
Ouellet vs Gagnon.....	1871	Ouellet vs Gagnon.....	1871
<b>MONTRÉAL:</b>		<b>MONTRÉAL:</b>	
Duska vs Serbin.....	1871	Duska vs Serbin.....	1871
Wilson vs Elder.....	1871	Wilson vs Elder.....	1871

QUÉBEC:

Demers vs Breton..... 1872

TÉMISCAMINGUE:

Boisvert vs Thibault ..... 1873

19779-o

QUEBEC:

Demers vs Breton..... 1872

TÉMISCAMINGUE:

Boisvert vs Thibault ..... 1873

19779-o